

**GROUPE SPECIAL DES ETATS PARTIES A  
LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE  
AU POINT, DE LA FABRICATION ET DU STOCKAGE  
DES ARMES BACTERIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES) OU  
A TOXINES ET SUR LEUR DESTRUCTION**

BWC/AD HOC GROUP/29  
12 décembre 1995

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

Troisième session  
Genève, 27 novembre - 8 décembre 1995

**RAPPORT DE PROCEDURE DU GROUPE SPECIAL DES ETATS PARTIES  
A LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU POINT,  
DE LA FABRICATION ET DU STOCKAGE DES ARMES  
BACTERIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES) OU A TOXINES  
ET SUR LEUR DESTRUCTION**

1. Le Groupe spécial des Etats parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction a tenu sa troisième session au Palais des Nations, à Genève, du 27 novembre au 8 décembre 1995, conformément à la décision prise à sa deuxième session. Le Groupe a tenu 20 séances pendant cette période sous la présidence de l'ambassadeur Tibor Tóth, de la Hongrie. L'ambassadeur Richard Starr, de l'Australie, et l'ambassadeur Jorge Berguño, du Chili, ont continué de remplir les fonctions de vice-présidents du Groupe. M. Ogunsola Ogunbanwo, coordonnateur principal du Programme de bourses d'études, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement du Centre pour les affaires de désarmement du Département des affaires politiques, a fait office de secrétaire du Groupe.

2. A la troisième session du Groupe spécial, les Etats parties à la Convention dont les noms suivent ont participé aux travaux du Groupe : Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Japon, Liban, Malte, Mexique, Mongolie, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République tchèque, République de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Ukraine. Un Etat signataire de la Convention, le Myanmar, a aussi participé aux travaux du Groupe.

3. A sa première séance, le Groupe spécial a décidé de poursuivre l'examen du point 9 de l'ordre du jour, intitulé "Renforcement de la Convention conformément au mandat figurant dans le rapport final de la Conférence spéciale des Etats parties à la Convention sur les armes biologiques".

4. Comme à la session précédente, le Président du Groupe spécial a été aidé par des collaborateurs dans ses consultations et négociations sur des questions particulières :

Définitions des termes et de critères objectifs

- M. Ali Mohammadi (République islamique d'Iran)

Mesures de confiance et de transparence

- Ambassadeur Tibor Tóth (Hongrie)

Mesures pour promouvoir le respect de la Convention

- M. Stephen Pattison (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Mesures relatives à l'article X

- Ambassadeur Jorge Berguño (Chili)

5. Sur les 20 séances du Groupe spécial tenues conformément au programme de travail, six ont été consacrées à des questions relatives aux mesures visant à promouvoir le respect de la Convention, quatre aux mesures relatives à l'article X, deux à la question des mesures de confiance et cinq à des questions relatives à la définition des termes et de critères objectifs. Les collaborateurs du Président ont été assistés par M. Timur Alasaniya et M. Jerzy Zaleski du Centre pour les affaires de désarmement.

6. Les collaborateurs du Président ont rendu compte des résultats des discussions et des échanges de vues sur ces questions dans des documents qui sont annexés au présent rapport (annexe III), étant entendu que les modifications arrêtées à la séance de clôture y seraient fidèlement reflétées, l'accent étant mis sur l'importance d'une distribution rapide des textes définitifs lors des futures sessions. Ces documents ne préjugent pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et leur présentation n'implique pas qu'il y a accord sur leur portée ou leur contenu.

7. En sus des documents présentés à ses première et deuxième sessions, le Groupe spécial disposait des 52 documents de travail énumérés à l'annexe I qui portaient sur l'une ou l'autre des quatre questions examinées.

8. A sa 18ème séance, le 7 décembre 1995, le Groupe spécial a adopté, conformément à la décision prise à sa première session, les coûts estimatifs de ses quatrième et cinquième sessions (document BWC/AD HOC GROUP/30).

9. A la 19ème séance, le 8 décembre 1995, le Groupe spécial a adopté le programme de travail de sa quatrième session (annexe II).

10. Le Groupe a décidé que sa quatrième session se tiendrait du 15 au 26 juillet 1996 et sa cinquième session du 16 au 27 septembre 1996. Il a pris note de l'intention de son Président de poursuivre les consultations à propos d'une éventuelle troisième semaine de session en septembre/octobre 1996 pour établir un rapport à l'intention de la quatrième Conférence d'examen. Le Groupe a décidé que son Président pourrait tenir des consultations structurées pendant la réunion du Comité préparatoire de la quatrième Conférence d'examen, réunion qui doit avoir lieu du 9 au 12 avril 1996.

11. A sa 19ème séance, le 8 décembre, le Groupe spécial a examiné et adopté le présent rapport de procédure pour la troisième session.

## ANNEXE I

## LISTE DES DOCUMENTS

## DOCUMENTS SOUMIS A LA TROISIEME SESSION

<u>Cote du document</u>	<u>Titre</u>
BWC/AD HOC GROUP/WP.3	Le rôle du confinement dans les déclarations d'installations présentées en application de la Convention sur les armes biologiques
BWC/AD HOC GROUP/WP.4	Groupe spécial d'experts - Document de travail présenté par Cuba - Quelques éléments associés à la promotion de la science et de la technologie à des fins pacifiques dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines
BWC/AD HOC GROUP/WP.5	Groupe spécial d'experts - Document de travail présenté par Cuba - Droits et obligations des Etats Parties à la Convention sur les armes biologiques ou à toxines dans le cadre du développement économique et technique et dans le domaine de la coopération et de l'assistance internationales
BWC/AD HOC GROUP/WP.6	Document de travail sur les déclarations : liste des agents et combinaisons de critères
BWC/AD HOC GROUP/WP.6/Corr.1	Document de travail présenté par le Canada
BWC/AD HOC GROUP/WP.7	Article X de la Convention sur les armes biologiques : domaines d'activité biologique ayant un rapport direct avec la Convention
BWC/AD HOC GROUP/WP.7/Corr.1	Document de travail présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
BWC/AD HOC GROUP/WP.8	Définition d'installations de confinement pour les laboratoires d'étude des ennemis des végétaux
BWC/AD HOC GROUP/WP.8/Corr.1	Document de travail présenté par l'Afrique du Sud
BWC/AD HOC GROUP/WP.9	Document de travail France/Allemagne - Déclarations dans un protocole de vérification de la Convention

BWC AD HOC GROUP/WP.10	Document de travail présenté par les Pays-Bas - Pertinence et efficacité des critères et combinaisons de critères applicables à la déclaration d'installation
BWC/AD HOC GROUP/WP.11	Application des enquêtes épidémiologiques à l'étude des poussées épidémiques insolites et de l'emploi présumé d'armes biologiques
BWC/AD HOC GROUP/WP.12 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Compliance Measures - Declarations
BWC/AD HOC GROUP/WP.13	Entités habilitées à lancer des enquêtes sur des allégations d'emploi - Document de travail de l'Australie
BWC/AD HOC GROUP/WP.14	Aperçu de certains facteurs épidémiologiques qui pourraient avoir un rapport avec la fabrication d'agents infectieux et leur emploi en tant qu'armes biologiques - Document de travail présenté par le Portugal
BWC/AD HOC GROUP/WP.15	Document de travail de la Suède - Visites d'information et inspections sur place à court délai de préavis dans le cadre d'un régime de vérification de la Convention
BWC/AD HOC GROUP/WP.16	Rapports entre les enquêtes sur des allégations d'emploi d'armes biologiques et des apparitions inhabituelles de maladies et les inspections par mise en demeure - Document de travail présenté par l'Afrique du Sud
BWC/AD HOC GROUP/WP.17 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Compliance Measures - Proposed revision of paragraph 6 of FOC July paper
BWC/AD HOC GROUP/WP.18	Allemagne/France - Eléments de discussion concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM)
BWC/AD HOC GROUP/WP.19	France - Convention de 1972 - Application de l'article X de la Convention
BWC/AD HOC GROUP/WP.20 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Compliance Measures - Investigation of alleged use

- BWC/AD HOC GROUP/WP.21  
Document de travail présenté par Cuba  
- Enquête sur l'emploi ou l'allégation d'emploi d'armes biologiques ou à toxines contre un Etat partie à la Convention sur les armes biologiques
- BWC/AD HOC GROUP/WP.22  
Document de travail présenté par Cuba  
- Eléments d'un éventuel régime de vérification dans le cadre de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction
- BWC/AD HOC GROUP/WP.23  
(anglais seulement)  
Friend of the Chair on Article X  
- Informative Note concerning some activities of multilateral cooperation in areas related to the BWC and their relevance for cooperation under article X of the BWC
- BWC/AD HOC GROUP/WP.24  
Document de travail présenté par le Brésil  
- Evolutions récentes dans la biologie des agents infectieux et coopération en tant qu'élément du régime de vérification du respect de la Convention sur les armes biologiques
- BWC/AD HOC GROUP/WP.25  
Mémoire présenté par les Etats-Unis d'Amérique - La mise en réseau informatique en tant que moyen de renforcer la Convention sur les armes biologiques
- BWC/AD HOC GROUP/WP.26  
Document de travail présenté par le Japon  
- Convention sur les armes biologiques - Définitions : liste d'agents biologiques
- BWC/AD HOC GROUP/WP.27,  
et Rev.1, 2 et 3  
(anglais seulement)  
Friend of the Chair on Confidence Building and Transparency Measures - Surveillance of legislation
- BWC/AD HOC GROUP/WP.28  
et Rev.1, 2 et 3  
(anglais seulement)  
Friend of the Chair on Confidence Building and Transparency Measures - Data on Transfers and Transfer Requests and on Production
- BWC/AD HOC GROUP/WP.29  
et Rev.1, 2 et 3  
(anglais seulement)  
Friend of the Chair on Confidence Building and Transparency Measures - Multilateral Information Sharing
- BWC/AD HOC GROUP/WP.30  
et Rev.1 et 2  
(anglais seulement)  
Friend of the Chair on Confidence Building and Transparency Measures - Surveillance of Publications

BWC/AD HOC GROUP/WP.31 et Rev.1, 2 et 3 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Confidence Building and Transparency Measures - Exchange visits
BWC/AD HOC GROUP/WP.32	Les activités tchèques dans le domaine de la biotechnologie - Document de travail présenté par la République tchèque
BWC/AD HOC GROUP/WP.33	Délégation néo-zélandaise - Critères et listes de zoopathogènes et de phytopathogènes à l'appui de mesures spécifiques pour vérifier le respect de la Convention sur les armes biologiques
BWC/AD HOC GROUP/WP.34	Définition des termes et expressions et de critères objectifs - Liste d'agents biologiques et de toxines - Proposition de la Turquie
BWC/AD HOC GROUP/WP.35 et Rev.1 et 2 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Confidence Building and Transparency Measures - Exchange visits (off-site)
BWC/AD HOC GROUP/WP.36 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Compliance Measures - Declarations
BWC/AD HOC GROUP/WP.37 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Compliance Measures - On-site Measures
BWC/AD HOC GROUP/WP.38 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Compliance Measures - Investigation of Alleged Use
BWC/AD HOC GROUP/WP.39 et Rev.1 (anglais seulement)	Friend of the Chair on the Definition of Terms and Objective Criteria - Human Pathogens
BWC/AD HOC GROUP/WP.40	Document de travail présenté par la République islamique d'Iran - Quantités seuils dans le cas des toxines
BWC/AD HOC GROUP/WP.41	Document de travail présenté par le Royaume-Uni - Rôle des données quantitatives dans les mesures visant à promouvoir le respect de la Convention
BWC/AD HOC GROUP/WP.42	Le rôle des listes d'équipements clés dans les mesures - Document de travail présenté par le Royaume-Uni
BWC/AD HOC GROUP/WP.43 et Rev.1 (anglais seulement)	Working paper by the Friend of the Chair on Definition and Objective Criteria - Types of Activity

BWC/AD HOC GROUP/WP.44	Document de travail présenté par la République islamique d'Iran - Zoopathogènes
BWC/AD HOC GROUP/WP.45	Document de travail présenté par les Pays-Bas - Application des dispositions de l'article X de la Convention sur les armes biologiques
BWC/AD HOC GROUP/WP.46	La protection des droits de propriété intellectuelle en ce qui concerne la biotechnologie - Document de travail présenté par le Japon
BWC/AD HOC GROUP/WP.47 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Article X
BWC/AD HOC GROUP/WP.48 et Rev.1 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Definition and Objective Criteria - Criteria for animal pathogens
BWC/AD HOC GROUP/WP.49 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Definition and Objective Criteria - Criteria for plant pathogens
BWC/AD HOC GROUP/WP.50 et Rev.1 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Definition and Objective Criteria - Summary of views on definition and threshold quantities
BWC/AD HOC GROUP/WP.51 (anglais seulement)	Friend of the Chair on Definition and Objective Criteria - Summary of views on list of equipment and types of activity
BWC/AD HOC GROUP/WP.52	Privilèges et immunités de l'Organisation et des inspecteurs - Document de travail présenté par le Japon
BWC/AD HOC GROUP/INF.6	Liste provisoire des participants
BWC/AD HOC GROUP/INF.6/Rev.1	Liste des participants
BWC/AD HOC GROUP/30	"Coûts estimatifs des quatrième et cinquième sessions du Groupe spécial des Etats parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction", soumis par le secrétariat

DOCUMENTS SOUMIS A LA PREMIERE SESSION

BWC/AD HOC GROUP/1	Ordre du jour provisoire
BWC/AD HOC GROUP/2	Coûts estimatifs de la première session
BWC/AD HOC GROUP/INF.1	Liste provisoire des participants
BWC/AD HOC GROUP/WP.1	Document de travail présenté par le Canada, intitulé : "The role of trial inspections in informing arms control negotiations and implementation with particular emphasis on the Biological and Toxin Weapons Convention"
BWC/AD HOC GROUP/WP.2	Projet de rapport de procédure
BWC/AD HOC GROUP/WP.2*	Projet de rapport de procédure
BWC/AD HOC GROUP/3	Rapport de procédure



DOCUMENTS SOUMIS A LA DEUXIEME SESSION

1. BWC/AD HOC GROUP/4 - "Coûts estimatifs des deuxième et troisième sessions du Groupe spécial des Etats parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction", soumis par le secrétariat
2. BWC/AD HOC GROUP/5 - "Mémoire sur les mesures", soumis par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
3. BWC/AD HOC GROUP/6 - "Le rôle des mesures de confiance à l'avenir", soumis par les Pays-Bas
4. BWC/AD HOC GROUP/7 - "Programme de travail : Mesures pour promouvoir le respect de la Convention : Agenda", soumis par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
5. BWC/AD HOC GROUP/8 - "Eléments d'un régime de vérification possible dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques", soumis par Cuba
6. BWC/AD HOC GROUP/9 - "Liste d'agents biologiques et de toxines revêtant une importance primordiale pour la Convention", soumis par Cuba
7. BWC/AD HOC GROUP/10 - "Listes d'équipements revêtant une importance primordiale pour la Convention", soumis par Cuba
8. BWC/AD HOC GROUP/11 et Add.1 - "Enquête sur l'utilisation présumée d'armes biologiques", soumis par l'Afrique du Sud
9. BWC/AD HOC GROUP/12 - "Application de mesures intrusives - inspection sur place, audit, prélèvement d'échantillons et identification - pour renforcer la Convention sur les armes biologiques", soumis par l'Afrique du Sud
10. BWC/AD HOC GROUP/13 - "Compilation de questions à examiner au titre du point intitulé 'Définition des termes et de critères objectifs'", soumis par la France et l'Allemagne
11. BWC/AD HOC GROUP/14 - "Document de travail sur les critères et listes d'agents à inclure dans un protocole de vérification de la Convention d'interdiction des armes biologiques", soumis par la France et l'Allemagne
12. BWC/AD HOC GROUP/15 - "Définition des termes et expressions", soumis par la Fédération de Russie
13. BWC/AD HOC GROUP/16 - "Liste d'agents biologiques et de toxines", soumis par la Fédération de Russie

14. BWC/AD HOC GROUP/17 - "Déclarations", soumis par le Collaborateur du Président pour la question des mesures relatives à la bonne exécution des dispositions de la Convention
15. BWC/AD HOC GROUP/18 et Rev.1 - "Liste d'agents biologiques et de toxines", soumis par la Chine
16. BWC/AD HOC GROUP/19 - "Liste d'agents", soumis par le Brésil
17. BWC/AD HOC GROUP/20 - "Agents pathogènes pour l'animal (zoopathogènes) : critères applicables et liste", soumis par le Portugal
18. BWC/AD HOC GROUP/21 - "Rôle et objectifs des visites d'information", soumis par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
19. BWC/AD HOC GROUP/22 - "Mesures spécifiques pour l'application de l'article X dans le contexte d'un régime de respect de la Convention sur les armes biologiques", soumis par le Brésil
20. BWC/AD HOC GROUP/23 - "Examen des questions pouvant entrer dans le cadre de l'article X", soumis par les Etats-Unis d'Amérique
21. BWC/AD HOC GROUP/24 - "Activités de coopération menées par le Japon dans le domaine de la biotechnologie", soumis par le Japon
22. BWC/AD HOC GROUP/25 - "Eléments possibles d'un protocole de vérification", soumis par la Suède
23. BWC/AD HOC GROUP/26 - "Critères de sélection des agents biologiques à inscrire dans une liste", soumis par l'Allemagne, le Brésil, la Fédération de Russie, la France et la Grèce
24. BWC/AD HOC GROUP/27 - "Définitions de quelques termes relatifs aux mesures en discussion pour renforcer la Convention sur les armes biologiques", soumis par la Chine
25. BWC/AD HOC GROUP/CRP.1 - "Declarations as a component of a verification protocol", non-document soumis par l'Australie
26. BWC/AD HOC GROUP/CRP.2 - "Programme of work: Definition of terms", non-document soumis par le Collaborateur du Président
27. BWC/AD HOC GROUP/CRP.3 - "US Agency for international development programs", non-document soumis par les Etats-Unis d'Amérique
28. BWC/AD HOC GROUP/CRP.4 - "US Agency for international health activities", non-document soumis par les Etats-Unis d'Amérique
29. BWC/AD HOC GROUP/INF.3 - "List of States Parties to the Convention on the Prohibition of the Development, Production and Stockpiling of Bacteriological (Biological) and Toxin Weapons and on Their Destruction"
30. BWC/AD HOC GROUP/INF.4 - "Liste provisoire des participants"
31. BWC/AD HOC GROUP/INF.5 - "Liste des participants"

## ANNEXE II

PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA QUATRIEME SESSION  
(15-26 juillet 1996)

## PREMIERE SEMAINE 15-19 juillet 1996

	15 JUILLET	16 JUILLET	17 JUILLET	18 JUILLET	19 JUILLET
MATIN	AHG	CBM	DEF	CM	CM
APRES-MIDI	Int. org.	CM	ART. X	DEF	ART. X

## DEUXIEME SEMAINE 22-26 juillet 1996

	22 JUILLET	23 JUILLET	24 JUILLET	25 JUILLET	26 JUILLET
MATIN	CBM	CM	CM	CM	DEF
APRES-MIDI	DEF	DEF	DEF	ART. X	AHG

CM (Mesures de respect) -..

DEF (Définitions) -..

CBM (Mesures de confiance) -..

ART. X -..

AHG (Groupe spécial) -..

Int. org. (organisation internationale)

**ANNEXE III/1**

**COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE RESPECT**

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

**DECLARATIONS**

**OBJET**

1. Les déclarations aident à renforcer la confiance dans le respect de la Convention en augmentant la transparence et en contribuant ainsi à éviter des soupçons injustifiés. Les déclarations rendent les infractions plus difficiles, et pourraient avoir ainsi un effet de dissuasion. Pour être pleinement efficaces, les déclarations devront peut-être être combinées à d'autres mesures. Les déclarations devraient toucher les questions relatives au respect de la Convention et à l'application du régime de respect.

**PORTEE**

**Considérations générales**

2. Les Etats pourraient être tenus de déclarer les activités/installations/programmes relevant clairement de l'objectif d'un renforcement du respect de la Convention conformément à l'accord sur la portée des déclarations. Il faut en même temps éviter d'inclure des éléments inutiles qui risqueraient de surcharger le système d'informations. Les exigences relatives aux déclarations doivent être précises et tenir compte des préoccupations liées à la sécurité nationale et à l'information commerciale exclusive. Il y a eu accord général quant à l'idée que des déclarations obligatoires pourraient être un bon moyen de renforcer les mesures de confiance volontaires existantes.

**CRITERES APPLICABLES AUX DECLARATIONS**

3. Chaque Etat partie pourrait soumettre des déclarations sur l'ensemble des activités, installations, événements et programmes ci-après :

**A) PROGRAMMES/INSTALLATIONS MILITAIRES (DIRECTEMENT OU NON) DE DEFENSE BIOLOGIQUE**

**a) Installations et activités/programmes nationaux de défense biologique**

La déclaration pourrait comprendre des informations détaillées sur les points suivants :

Données techniques et personnel, par exemple

i) Emplacement;

- ii) Superficie (en m<sup>2</sup>) des installations, notamment de celles qui sont affectées aux laboratoires ayant un niveau de sécurité biologique BL2, BL3 ou BL4;
- iii) Le personnel (nombre total), y compris le personnel recruté sous contrat à plein temps pour plus de six mois;
- iv) Les effectifs du personnel indiqué sous iii) par catégorie : civils, militaires, scientifiques, techniciens, ingénieurs, personnel auxiliaire et administratif, personnel employé par des entrepreneurs;
- v) Une liste de disciplines scientifiques représentées au sein du personnel scientifique et des ingénieurs :

Sources de financement (armée, Etat, secteur privé);

Objectifs et principaux éléments des activités telles que celles qui portent sur la prophylaxie, les études de pouvoir pathogène et de virulence, les techniques de diagnostic, l'aérobiologie, la détection, le traitement, la toxinologie, la protection physique, la décontamination et d'autres recherches apparentées;

Production et stockage d'agents mentionnés dans la liste de pathogènes et de toxines et travaux sur de tels agents;

Activités relatives à la manipulation génétique d'agents mentionnés dans la liste de pathogènes et de toxines;

Travaux sur des aérosols biologiques : laboratoires, bancs d'essai à l'air libre, activités d'aérosolisation, chambres d'essai.

- b) (Eventuellement) programmes biologiques à caractère offensif ou défensif réalisés par le passé (à partir de quelle date ?)

#### Observations

4. Il faudrait examiner plus avant la question de savoir si les programmes médicaux militaires de protection contre les maladies infectieuses (ou les toxines) devraient être pris en compte et, dans l'affirmative, si les installations participant à de tels programmes - en plus des programmes touchant la défense biologique - pourraient aussi être déclarées. Il faut aussi examiner plus avant la question de savoir si les programmes de défense biologique en faveur de la population civile pourraient être déclarés sur la base de critères distincts ou si les informations touchant ces programmes devraient être données dans le cadre des déclarations portant sur les programmes nationaux de défense biologique. On s'est demandé s'il serait nécessaire de mentionner d'autres programmes/activités, etc., exécutés par des organisations non militaires agissant sur demande ou sur proposition d'organismes militaires ou de défense ou opérant en sous-traitance pour eux ou

avec des fonds fournis par eux. On a demandé déjà dans la deuxième partie du texte de la mesure de confiance "A" la fourniture d'informations sur de telles activités; on peut se demander s'il faudrait demander un degré d'information identique ou supérieur. Il n'y a pas eu accord sur la date à retenir pour la déclaration des programmes réalisés par le passé; on a suggéré le 1er janvier 1946, le 26 mars 1975, date d'entrée en vigueur de la Convention, ainsi que la date à laquelle entrerait en vigueur tout instrument juridiquement contraignant visant à renforcer le respect de la Convention. On ne savait pas trop, compte tenu de la demande de notification des programmes antérieurs formulée dans le texte de la mesure de confiance, s'il était nécessaire de retenir une telle date comme nouveau critère applicable aux déclarations.

**B) INSTALLATIONS A CONFINEMENT POUSSE**

- c) Installations comprenant des zones protégées conformément à la norme applicable aux laboratoires de confinement à haute sécurité, ainsi que précisée dans le Manuel de sécurité biologique en laboratoire de l'OMS (1993) (niveau de sécurité biologique 4 ou normes équivalentes)
- d) (Eventuellement) installations comprenant des zones protégées conformément à la norme applicable aux laboratoires de confinement, ainsi que précisée dans le Manuel de sécurité biologique en laboratoire de l'OMS (1993) (Niveau de sécurité biologique 3 ou normes équivalentes)
- e) (Eventuellement) installations possédant une capacité de fabrication d'agents microbiologiques selon la norme de confinement du niveau de sécurité biologique 3 ou selon des normes équivalentes, et travaillant avec des agents répertoriés

Dans chaque déclaration, on pourrait mentionner :

- l'emplacement de l'installation;
- le nom de l'installation;
- la portée des activités et leur description générale;
- la fabrication et le stockage d'agents pathogènes ou de toxines répertoriés et les travaux sur de tels agents ou toxines.

**Observations**

5. Le critère BL4 vise à assurer la prise en compte des installations à confinement de haute sécurité qui ne seraient pas déjà obligatoirement déclarées sur la base des critères à caractère militaire.

6. Il pourrait être utile d'imposer la déclaration de toutes les installations comprenant des zones de confinement de niveau BL3. Les critères correspondant aux niveaux de confinement BL3 sont décrits dans le Manuel de sécurité biologique de l'OMS (1993). Il est cependant apparu que ces critères n'étaient pas universellement pris en compte dans les pratiques nationales.

Dans de nombreux pays, les installations en question ne sont pas tenues de demander une autorisation. Certaines installations pourraient n'être conformes aux normes BL3 que pendant de courtes périodes. En outre, l'application sans nuances d'un critère BL3 pourrait conduire à la déclaration d'un trop grand nombre d'installations non directement pertinentes.

7. D'autres critères pourraient mieux convenir pour assurer la déclaration des installations pertinentes comprenant des zones de confinement de niveau BL3. Les installations de défense biologique comprenant des zones de confinement de niveau BL3 seraient prises en compte si l'on utilisait le critère défense qui impose la déclaration de toutes les installations de défense biologique indépendamment du niveau de confinement. D'autres installations pertinentes comprenant des zones de confinement de niveau BL3 pourraient être plus facilement prises en compte sur la base d'autres critères, notamment le critère de microbiologie de production (voir plus bas).

8. La possibilité de combiner le critère BL3 avec d'autres critères a été évoquée. On pourrait en particulier imposer la déclaration des installations comprenant des zones de confinement de niveau BL3, ayant une capacité de production microbiologique et travaillant sur des agents qui seraient répertoriés aux fins de la Convention. On ne savait pas trop cependant, compte tenu de l'incertitude quant à l'application universelle de la norme BL3, si cette formule pourrait fonctionner. Il fallait savoir si l'application d'un tel critère aiderait à prendre en compte les installations pertinentes non prises en compte par ailleurs. Dans le cas des installations de confinement pour la recherche-développement concernant les ennemis des plantes et/ou leur production, on pourrait tenir compte de plusieurs caractéristiques pertinentes pour élaborer des critères applicables aux déclarations; ces installations devraient par exemple être à l'abri des insectes et il faudrait que des dispositions existent pour décontaminer les déchets et maintenir les différences de pression atmosphérique.

#### C) TRAVAUX METTANT EN JEU DES PATHOGENES ET TOXINES REPERTORIES

##### Observations

9. La question clé était de savoir si un critère autonome fondé sur la possession de pathogènes et de toxines répertoriés et/ou sur la réalisation de travaux faisant appel à de tels agents était nécessaire. Il pourrait être utile, mais risquerait cependant de conduire à la déclaration d'un trop grand nombre d'installations non pertinentes. Il fallait se demander si ce critère permettrait plus facilement que d'autres de prendre en compte des installations pertinentes. A titre d'exemple, des travaux (fabrication, manipulations génétiques, etc.) faisant appel à des pathogènes et toxines répertoriés pourraient être pris en compte du fait de l'emploi d'autres critères. Les travaux faisant partie des programmes de défense biologique seraient pris en compte par suite de l'application du critère défense biologique. La production de pathogènes et agents répertoriés pourrait être prise en compte sur la base du critère production (tel que modifié - voir plus bas) ou du critère confinement BL4.

10. Si l'on supprimait la liste d'agents et de toxines comme critère autonome, les collections de cultures ne seraient pas déclarées. Cependant, une obligation sans nuances de déclarer toutes ces collections pourrait être impossible à gérer.

11. Ainsi qu'indiqué plus haut, une liste de pathogènes et de toxines pourrait être utile pour cibler la portée d'autres critères.

12. Il pourrait être important de fournir des renseignements spécifiques sur les pathogènes et les toxines dans les déclarations détaillées d'installations dues à l'application d'autres critères.

**D) AEROBIOLOGIE/DISSEMINATION D'AEROSOLS**

**f) Installations qui :**

- i) emploient des chambres d'essai pour des travaux mettant en jeu des micro-organismes pathogènes et toxines répertoriés;
- ii) emploient des aérosols de micro-organismes dans des sites d'essai à l'air libre (autre formulation : recourent à grande échelle à des libération à l'air libre de pathogènes ou de toxines et peuvent générer des aérosols susceptibles de passer dans les voies respiratoires (à définir).

**Observations**

13. Les travaux en aérobiologie dans le secteur de la défense biologique seraient soumis à déclaration du fait de l'application du critère défense biologique. Les travaux agricoles courants, les activités environnementales et les activités touchant la santé publique ne devraient pas être pris en compte. On était cependant soucieux de prendre en compte les autres activités/installations aérobiologiques. C'est ce que l'on essaie de faire avec les formules indiquées plus haut, mais on a reconnu qu'il fallait les perfectionner. Une autre formule pourrait consister à imposer la déclaration des seules installations aérobiologiques qui, soit 1) travaillent en employant des agents/pathogènes répertoriés, soit 2) possèdent des capacités de confinement de niveau BL3. Cependant, le problème avec une telle formule pourrait être que l'on ne prendrait pas en compte des installations pertinentes si elles n'utilisaient pas d'agents répertoriés au moment considéré. Ainsi qu'on l'a noté plus haut, il pourrait aussi y avoir des problèmes avec l'application des niveaux de confinement BL3.

**E) MICROBIOLOGIE DE PRODUCTION**

**g) Types d'installations considérées :**

- i) Celles qui produisent des vaccins autorisés par l'Etat partie pour protéger les êtres humains; celles qui produisent des vaccins pour les animaux;



- ii) Celles qui produisent des agents répertoriés; (autre possibilité : celles qui emploient des agents répertoriés);
- iii) Celles qui travaillent avec des agents répertoriés et qui ont une capacité de fabrication sur le même site;
- iv) Certaines autres installations capables de produire (des agents) (dans des conditions de confinement).

#### Observations

14. Ce critère vise à assurer la prise en compte des installations ayant les capacités et les compétences spécialisées nécessaires pour procéder à la fabrication pertinente, mais qui ne participent pas à des programmes de défense biologique et ne comprennent pas de zones de confinement de niveau BL4 (ces deux derniers éléments seraient pris en compte du fait d'autres critères).

15. (Ils pourraient cependant être pris en compte avec l'emploi de certaines formules fondées sur le niveau BL3 et essayées comme critères éventuels.) Il était important de prendre en compte les installations de fabrication de vaccins et les installations produisant des agents répertoriés (pas nécessairement sous forme de vaccins). Dans les mesures de confiance, on invite déjà les parties à déclarer les installations de fabrication de vaccins destinés aux êtres humains (voir plus haut). En incluant une référence aux vaccins pour les animaux on ne préjugerait pas du résultat du débat sur les zoonoses et sur le rôle qu'ils pourraient jouer dans une quelconque liste d'agents. Un moyen de perfectionner encore le critère consisterait à exiger seulement la déclaration des producteurs de vaccins employant des agents répertoriés, mais on risquerait alors d'exclure des installations pertinentes. Les installations qui emploient des agents répertoriés ET maintiennent une capacité de production (sans nécessairement produire des agents répertoriés) devraient aussi donner lieu à déclaration (ce cas pourrait cependant être couvert par la formule sur l'emploi d'agents répertoriés visée à l'alinéa ii) ci-dessus). On pourrait appliquer certains de ces critères relatifs à la production avec des nuances en incluant une référence à des échelles spécifiques d'activité.

16. Il pourrait être important de prendre en compte certaines autres installations capables de fabriquer des agents pouvant susciter des préoccupations tels que des antibiotiques. On a cependant reconnu qu'il fallait établir une définition pour veiller à ce qu'un tel critère ait une portée claire et précise et ne conduise pas à déclarer des installations non pertinentes. Pour ce faire, on pourrait par exemple prendre seulement en compte les installations qui font appel à certains types de confinement pour la fabrication. Compte tenu des incertitudes mentionnées plus haut à propos du niveau de confinement BL3, il pourrait être préférable de préciser les caractéristiques de confinement plutôt que de tenter d'appliquer un label "BL" (niveau de sécurité biologique). (Un exemple d'une telle approche pourrait être : installations manipulant des micro-organismes dans un système dans lequel le processus est physiquement dissocié du milieu extérieur et dans lequel les gaz provenant du système fermé sont traités de manière à réduire au minimum les rejets.)

**F) MANIPULATIONS GENETIQUES**

- h) (Eventuellement) manipulations génétiques portant sur des agents répertoriés.

**Observations**

17. On a estimé qu'il existait des risques d'emploi des manipulations génétiques et d'autres techniques pour renforcer les possibilités d'utiliser abusivement des micro-organismes et des toxines. Les manipulations génétiques sont cependant largement utilisées en biotechnologie et il faudrait examiner plus avant la question de savoir si des modifications génétiques à elles seules devraient donner lieu à la présentation de déclarations. Une possibilité consisterait à combiner ce critère avec le critère travaux faisant appel à des agents répertoriés ou le critère travaux visant à renforcer la virulence ou la pathogénicité. Une autre possibilité serait de n'imposer la déclaration que des installations qui effectuent des modifications génétiques sur des agents répertoriés et possèdent en outre une capacité de fabrication.

**G) AUTRES CRITERES**

- Données sur les transferts. Comme déclencheur de déclarations, elles généreraient une trop grande quantité d'informations, et leur mise en oeuvre serait difficile et complexe pour les Etats parties. Les données sur les transferts pourraient figurer dans les déclarations faites en application d'autres critères.
- Vecteurs. Il faudrait examiner plus avant si la production de vecteurs de micro-organismes, par exemple des insectes, au-dessus de l'échelle d'un laboratoire pourrait constituer un critère pour les déclarations. Il pourra être nécessaire d'éviter d'enregistrer des activités non pertinentes, par exemple l'apiculture.
- Apparitions inhabituelles de maladies. Les Etats parties pourraient être tenus de déclarer les apparitions de maladies infectieuses et les événements similaires causés par des toxines, qui semblent s'écarter de la norme dans la zone considérée. Cette question doit être examinée plus avant.

**AUTRES CONSIDERATIONS**

- Les déclarations pourraient être annuelles. Elles pourraient être relativement détaillées la première année, et les années suivantes porter essentiellement sur les changements.
- Les formules devraient être simples, faciles à remplir et ne pas être trop coûteuses, avec dans l'idéal des questions auxquelles il faut répondre par oui ou par non. Les formules des mesures de confiance pourraient servir de modèle.

- Il pourrait y avoir des déclarations pour chaque installation aussi bien que des déclarations nationales.
- Une législation nationale pourrait être nécessaire pour satisfaire aux prescriptions concernant le contenu des déclarations.
- Les déclarations pourraient être manipulées de façon à protéger le caractère confidentiel des informations qu'elles contiennent.
- Toute organisation internationale future pourrait, si des lacunes ou des ambiguïtés sont constatées dans les déclarations, demander d'autres informations, éventuellement auprès des autorités nationales. Cela permettrait dans certains cas de se dispenser de visites/inspections.

#### **Notifications**

- Des changements dans les informations déjà décrites dans des déclarations, et d'autres faits nouveaux, pourraient, si nécessaire, être notifiés dans des déclarations ultérieures. Des exemples figurent dans le document BWC/AD HOC GROUP/8. Cela pourrait aussi concerner des changements dans les niveaux de confinement de laboratoires, ou dans la fonction d'installations à confinement poussé.
- Les déclarations annuelles pourraient inclure la notification préalable de tels changements.
- Il faudrait examiner plus avant si et comment des données sur les transferts pourraient figurer dans les notifications.

ANNEXE III/2

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES VISANT A ASSURER  
LE RESPECT DE LA CONVENTION

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées dans le cadre du Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

MESURES SUR PLACE

Introduction

1. La Conférence spéciale a chargé le Groupe spécial d'examiner notamment la question de la "conception d'un système de mesures visant à promouvoir le respect des dispositions de la Convention, dont les mesures identifiées, examinées et évaluées dans le rapport VEREX, selon que de besoin. Ces mesures devraient s'appliquer à toutes les installations et activités pertinentes et être en même temps fiables, économiques, non discriminatoires et aussi peu intrusives que possible, conformément au principe d'une application effective du système tout en permettant d'éviter les abus". Ces mesures "devraient être formulées et mises en oeuvre de telle sorte qu'elles protègent l'information commerciale exclusive et sensible ainsi que les intérêts légitimes des Etats en matière de sécurité". Elles "seront formulées et mises en oeuvre de telle sorte qu'elles n'aient aucune répercussion négative sur la recherche scientifique, la coopération internationale et le développement industriel".
2. Le Groupe spécial d'experts gouvernementaux a fait observer dans le rapport VEREX que "les combinaisons de mesures à prendre sur place les plus fréquemment mentionnées avaient été les inspections sur place (entretiens, inspections visuelles, identification des équipements clefs, prélèvement et identification d'échantillons, vérification des écritures). Cela ne voulait pas dire qu'une inspection sur place comprendrait toujours toutes les mesures mentionnées ci-dessus entre parenthèses". De telles mesures seraient vraisemblablement mises en oeuvre à l'occasion de visites d'un site.
3. Le présent document a été établi à l'issue d'un débat préliminaire sur les mesures sur place. Il n'y a pas eu accord pour inclure les mesures sur place dans le système de mesures visant à promouvoir le respect de la Convention. Il faudrait évaluer l'efficacité et l'applicabilité générales de ce système de mesures à la fois de manière globale et dans le contexte des travaux concernant les autres éléments du mandat du Groupe spécial.
4. Il conviendrait d'examiner plus avant l'idée selon laquelle les mesures sur place devraient viser des objectifs précis, être mises en oeuvre en fonction de listes approuvées d'agents (pathogènes et toxines) et d'équipements et avoir une portée clairement définie. Selon un autre avis exprimé, les mesures sur place ne devraient pas être liées à des listes d'agents qui auraient été arrêtées.

Questions qui se posent périodiquement

5. Un certain nombre de questions importantes qui se posent périodiquement et qui concernent les mesures sur place nécessitent un examen plus approfondi :

- Le rôle des listes;
- Façon d'éviter d'entraver indûment l'activité sur le site;
- Façon de protéger les informations commerciales exclusives, les informations scientifiques et les informations liées à la sécurité nationale qui n'ont pas de rapport avec la Convention. A cet égard, il faudrait s'intéresser tout particulièrement aux points suivants :
  - a) accès réglementé par un arrangement multilatéral permanent concernant les procédures applicables;
  - b) accès réglementé en vertu d'arrangements ad hoc entre partie inspectant et partie inspectée pour chaque installation à visiter ou à inspecter;
  - c) privilèges et immunités des inspecteurs;
- Nécessité d'assurer l'accès requis aux sites;
- Nécessité d'un équilibre entre : i) la nécessité de protéger les informations commerciales exclusives, les informations scientifiques et les informations sur la sécurité nationale qui n'ont pas de rapport avec la Convention et d'éviter d'entraver indûment les activités sur le site; et ii) l'obligation de prendre en considération toute préoccupation quant au respect de la Convention;
- La nature du corps d'inspection ou des inspecteurs désignés qui pourraient être responsables de la mise en oeuvre des mesures sur place; on pourrait notamment s'intéresser aux points suivants :
  - a) Impartialité et objectivité requises;
  - b) Nécessité de disposer d'un corps d'inspection ayant les compétences et les ressources nécessaires, y compris les ressources financières, pour appliquer de manière efficace et impartiale les mesures sur place;
  - c) Question de savoir s'il faut ou non créer une organisation indépendante pour renforcer le respect de la Convention et, dans l'affirmative, modalités selon lesquelles cette organisation pourrait être structurée; autres solutions possibles;
  - d) Sélection selon une base géographique équitable des inspecteurs et du personnel de l'organisation éventuelle;

- Façon de veiller à ce que les coûts, notamment ceux des équipements, soient soigneusement contrôlés et façon dont ils seraient répartis;
- Processus de prise de décisions qui conviendraient pour mettre en oeuvre les mesures sur place;
- Question de l'accès approprié et non discriminatoire aux données recueillies;
- Façon dont les divers types de visites ou d'inspections pourraient commencer;
- Question de savoir si diverses procédures seraient nécessaires selon les types de visites ou d'inspections;
- Question de savoir si l'exemple d'autres régimes pertinents pourrait être utilement suivi pour élaborer des mesures, compte tenu du fait que les armes biologiques ont leurs caractéristiques propres;
- Conséquences politiques.

#### Visites/Inspections

6. Un certain nombre de types d'inspection ont été recensés jusqu'ici au cours des débats.

7. Une inspection par mise en demeure pourrait servir à enquêter lorsqu'une préoccupation spécifique est formulée quant au respect de la Convention. L'inspection pourrait avoir lieu avec un bref délai de préavis dans une installation ou sur un site déclaré ou non. On a reconnu que des problèmes de susceptibilités politiques pourraient se poser. Il faudrait donc prévoir des mesures strictes et efficaces pour prévenir les abus. Les inspections par mise en demeure pourraient être décidées en dernier recours.

8. En ce qui concerne la réalisation des inspections par mise en demeure, il faudrait examiner en détail les questions soulevées dans la section intitulée Questions qui se posent périodiquement du présent document et les modalités selon lesquelles il faudrait lancer lesdites inspections. Les demandes d'inspection par mise en demeure s'appliqueraient-elles seulement à des Etats parties ? Une telle demande devrait-elle être accompagnée de données auxiliaires qui en démontreraient le bien-fondé ? Quels autres filtres pourraient être envisagés ? Un mécanisme de consultation et de clarification visant à aider à éclaircir les incohérences pourrait dans certains cas permettre d'éviter d'avoir à effectuer de telles inspections.

9. Des visites autres que par mise en demeure pourraient aussi être utiles. On a examiné quelles pourraient en être les justifications. Deux grandes justifications ont été identifiées :

- i) Les visites autres que par mise en demeure pourraient jouer un rôle dissuasif. On pourrait y recourir pour obtenir des éclaircissements dans les cas où les préoccupations sont insuffisantes pour

justifier la présentation d'une réclamation pour un éventuel non-respect de la Convention. On pourrait par exemple les utiliser pour dissiper toutes incertitudes à propos des déclarations. Elles seraient utiles pour confirmer l'exactitude des déclarations. Ceci contribuerait ainsi à créer la confiance et à renforcer la transparence. Pour avoir le maximum d'efficacité, ces visites devraient être à court délai de préavis.

- ii) Certaines visites autres que par mise en demeure pourraient servir à communiquer des informations à un Etat partie à propos d'autres questions pertinentes, notamment celles qui touchent les articles V et X. Il ne serait pas nécessaire qu'elles soient à court délai de préavis. Il pourrait être plus approprié d'examiner certains aspects de ce type de visite dans le contexte de l'article X.

10. On a reconnu qu'il fallait faire des calculs précis pour peser les avantages des visites autres que par mise en demeure sur le plan du renforcement de la confiance dans le respect de la Convention et leurs coûts, à savoir la charge que représente pour les Etats parties le fait d'accueillir de telles visites et les moyens financiers et les ressources à mettre en oeuvre pour les réaliser. On a aussi reconnu qu'un des avantages principaux des visites autres que par mise en demeure était qu'elles éveillaient beaucoup moins les susceptibilités politiques que les inspections par mise en demeure et que cette neutralité politique devrait être conservée. Un certain nombre de questions doivent être abordées :

- Comment faudrait-il lancer les visites autres que par mise en demeure ? La responsabilité en incomberait-elle exclusivement à un corps d'inspection ? Les Etats parties seraient-ils libres de proposer des sites à visiter ? Une combinaison de ces procédures serait-elle appropriée ?
- Quel niveau de ressources conviendrait-il de consacrer à ce type d'activité ?
- Devrait-il y avoir un système de quotas pour répartir les visites autres que par mise en demeure entre les Etats parties ? Dans l'affirmative, lequel ? Faudrait-il limiter la fréquence des visites autres que par mise en demeure dans une installation quelconque ?
- Une méthode consisterait à n'effectuer des visites autres que par mise en demeure que dans les installations clés (par exemple celles qui participent à des programmes militaires défensifs ou qui comprennent des zones de confinement de niveau BL4). Plusieurs critères assortis de coefficients de pondération ont été proposés pour choisir les installations de manière à axer les efforts d'inspection sur les installations pertinentes (c'est-à-dire celles qui ont découvert de nouveaux agents viraux ou dont les déclarations présentent certaines incohérences).

12. Selon les types de visites/inspections et les objectifs spécifiques de chacune, on pourrait employer diverses gammes de mesures avec un degré d'intrusion plus ou moins grand.

#### MISE EN OEUVRE DE MESURES SUR PLACE SPECIFIQUES

##### Entretiens

- La réalisation d'entretiens convenablement menés pourrait être une importante mesure sur place à appliquer en combinaison avec d'autres mesures;
- Les enquêteurs doivent être impartiaux et objectifs et avoir les qualifications et compétences adéquates pour mener les entretiens;
- Il faudrait examiner plus avant la question de la forme des entretiens. Ceux-ci ne devraient pas avoir un caractère inquisitorial ou accusatoire. Des arrangements pourraient être pris pour qu'un cadre supérieur/représentant du gouvernement/conseiller juridique soit présent lorsqu'un employé est interrogé. Des services d'interprétation peuvent aussi être nécessaires;
- On pourrait envisager d'autres garanties pour le personnel ou les installations (par exemple un manuel de procédures). Les autorités nationales pourraient avoir un rôle important à jouer pour préparer les installations en vue des entretiens;
- Les personnes interrogées devraient avoir le droit de refuser de répondre à toute question;
- La possibilité de s'entretenir avec les personnes appropriées serait importante. Il faudrait s'interroger sur le délai de préavis à donner pour les entretiens;
- Il faudrait mener les entretiens de manière à ne pas indûment entraver les activités sur le site;
- Les informations commerciales exclusives et les informations liées à la sécurité nationale qui n'ont pas de rapport avec la Convention devraient être protégées;
- Une liste des agents pathogènes et des toxines pourrait être utile pour les entretiens. Les enquêteurs pourraient par exemple souhaiter vérifier l'exactitude des informations données dans les déclarations à propos des travaux sur les agents pathogènes et toxines énumérés sur les listes.

##### Observation visuelle (mesure VEREX : inspection visuelle)

- L'observation visuelle pourrait être une importante mesure sur place à utiliser en combinaison avec d'autres. Elle ne permet pas toujours à elle seule de déterminer clairement l'objet d'une activité menée sur un site;



- Dans le cas où l'observation visuelle directe n'est pas possible, il faudrait proposer d'autres moyens de prouver que la Convention est respectée. On pourrait envisager d'autres solutions, telles que l'emploi de caméras vidéo et de plans de la zone;

#### Identification des équipements clés

- L'identification des équipements clés pourrait être une importante mesure sur place à employer en combinaison avec d'autres. L'identification des équipements clés pourrait aider à déterminer si ceux-ci concordent avec l'objet déclaré de l'installation;
- Une liste des équipements clés pourrait être utile pour la mise en oeuvre de cette mesure. Il faudrait tenir compte du fait que les équipements biotechnologiques sont extrêmement divers, évoluent rapidement, sont susceptibles d'être à double usage et peuvent être utilisés à des fins différentes selon les Etats. Il faut veiller à ce que la liste des équipements ne débouche pas sur des erreurs de jugement : la présence de tel ou tel élément d'équipement n'est pas le seul facteur à prendre en compte. L'absence de types particuliers d'équipements et la quantité d'équipements pourraient aussi être importants parce qu'il est logique de s'attendre à trouver certains éléments dans une installation qui a été déclarée comme visant un objectif spécifique.

#### Prélèvement et identification d'échantillons

- Le prélèvement et l'identification d'échantillons pourraient constituer une importante mesure sur place, mesure qui pourrait permettre d'obtenir des informations objectives/scientifiques sur les matériaux figurant sur le site mais qui devrait être employée en combinaison avec d'autres mesures;
- Le prélèvement et l'identification d'échantillons constituent une mesure fortement intrusive. Il y aurait lieu de protéger les informations confidentielles et exclusives. On pourrait pour ce faire limiter l'emploi de cette méthode par des moyens tels que les suivants :
  - Limiter à des situations spécifiques la possibilité de prélever des échantillons ou, sans exclure la possibilité de prélèvement, veiller à ce que l'on n'y recoure qu'avec modération,
  - Limiter les nombres d'échantillons à prélever,
  - Limiter les zones où des échantillons pourraient être prélevés (on pourrait, par exemple, exclure le prélèvement d'échantillons pendant la fabrication),
  - Autoriser seulement certaines techniques de prélèvement et d'identification d'échantillons (emploi de réactifs et procédures types par exemple);

- Une liste d'agents pathogènes et de toxines peut être utile pour le prélèvement et l'identification des échantillons;
- Malgré le caractère sensible du prélèvement d'échantillons, celui-ci devrait pouvoir être autorisé, après négociations entre les parties directement intéressées, même s'il ne figure pas parmi les mesures requises pour l'"inspection" considérée.
- Il serait préférable que les échantillons soient toujours analysés sur place en raison des craintes relatives aux informations commerciales exclusives et de l'importance que revêt la rapidité de l'analyse. L'analyse hors site pourrait être nécessaire dans des cas précis (par exemple pour enquêter sur l'emploi allégué d'un virus ou identifier un virus). On pourrait rendre cette formule plus acceptable en examinant diverses méthodes de protection des informations commerciales exclusives et des autres informations sensibles;
- Le prélèvement et l'identification des échantillons devraient être effectués par des inspecteurs possédant les qualifications et les compétences adéquates. Il faudrait soigneusement analyser les résultats en tenant compte des circonstances dans lesquelles les échantillons ont été prélevés;
- Il peut être nécessaire de prendre en compte des aspects relatifs à la législation nationale.

#### Vérification des écritures

- On pourrait examiner plus avant le rôle que pourrait jouer la vérification des écritures dans le cadre d'un système de mesures même si elle ne peut à elle seule dissiper les préoccupations quant au respect de la Convention. La vérification des écritures pourrait aider à éviter le recours à des mesures plus intrusives telles que le prélèvement et l'identification d'échantillons;
- Pour mettre en oeuvre cette mesure, il serait important de tenir compte des procédures et règlements financiers nationaux qui varient selon les Etats parties.

#### Examen médical

- Les examens médicaux auraient une utilité et des applications plus larges pour enquêter à la suite d'allégations d'emploi ou d'apparitions inhabituelles de telle ou telle maladie.

**ANNEXE III/3**

**COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE VERIFICATION  
DU RESPECT DE LA CONVENTION**

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

**ENQUETES SUR LES ALLEGATIONS D'EMPLOI**

**Introduction**

1. Des arrangements appropriés en matière d'enquêtes sur les allégations d'emploi pourraient jouer un rôle essentiel dans le cadre d'un instrument contraignant qui viserait à renforcer la confiance dans le respect de la Convention. Il faut cependant examiner soigneusement les modalités selon lesquelles les enquêtes seraient menées et en particulier la portée qu'elles auraient, les critères en fonction desquels elles seraient lancées et les directives techniques spécifiques relatives à leur réalisation.

2. Pour diverses raisons, il pourrait être difficile de déterminer s'il y a eu emploi d'armes biologiques : il serait par exemple difficile de distinguer des cas de maladie dus à un tel emploi de cas de maladie dus à des causes naturelles; il pourrait arriver que l'on ne se rende pas compte que la maladie est la conséquence d'un emploi d'armes biologiques; du fait des circonstances dans lesquelles ces armes auraient pu être employées, en particulier en cas de conflit armé, il pourrait être dangereux d'effectuer une enquête; enfin, un temps considérable pourrait s'être écoulé depuis le moment d'un tel emploi.

**A) LANCEMENT DE L'ENQUETE**

Tout Etat partie à un instrument contraignant pourrait être habilité à demander une enquête sur les allégations d'emploi.

On recense ci-après les questions clés.

**Observations**

3. Les précédents que constituent des conventions ou régimes internationaux similaires donnent à penser que seuls les Etats parties sont normalement habilités à demander une enquête sur des allégations d'emploi. En l'occurrence, seuls les Etats parties à la Convention qui auraient aussi ratifié le protocole contraignant seraient vraisemblablement habilités à demander une telle enquête. Il faut examiner plus avant la question de savoir si des particuliers ou des ONG devraient être autorisés à contacter un futur secrétariat de la Convention pour demander une enquête. Une solution pourrait être d'inclure dans le protocole une disposition permettant de contacter ce secrétariat directement ou par l'intermédiaire d'une autre organisation internationale telle que l'OMS ou la FAO ou par l'intermédiaire d'un Etat partie.

4. On a distingué deux situations possibles : 1) cas où un Etat partie demanderait une enquête sur son propre territoire; 2) cas où un Etat partie demanderait une enquête en dehors de son propre territoire. Une enquête ne pourrait avoir lieu qu'avec l'accord de l'Etat inspecté.

Les Etats parties devraient être conscients de leurs obligations au titre de l'article V de la Convention par lequel ils se sont engagés à se consulter et à coopérer entre eux pour résoudre tous problèmes qui pourraient éventuellement surgir eu égard à la Convention.

Toute allégation devrait être étayée par des informations pertinentes.

#### Observations

5. Des informations suffisantes devraient être soumises pour étayer la demande. Ces informations aideraient à définir les orientations à suivre ainsi que la portée de toute enquête qui pourrait être menée ultérieurement. Les Etats parties requérants pourraient être tenus de soumettre des renseignements sur une vaste gamme de sujets pertinents. Ceci dépendrait beaucoup des circonstances spécifiques. Une demande devrait au moins comprendre un minimum de détails. Des détails spécifiques pourraient être exigés. Selon l'article VI de la Convention, toute plainte quant au respect de cet instrument qui serait soumise au Conseil de sécurité de l'ONU devrait être étayée par toutes les preuves possibles de son bien-fondé.

Les Etats parties pourraient dans la mesure du possible communiquer les renseignements suivants :

- Etat partie sur le territoire duquel des armes biologiques ou à toxines auraient été employées;
- Emplacement et caractéristiques des zones où des armes biologiques ou à toxines auraient été employées; nom et coordonnées géographiques de l'emplacement; indication de l'emplacement repéré par rapport à un autre lieu connu (direction et distance);
- Caractéristiques du site ou des sites : nature du terrain et accessibilité; caractère militaire ou civil (ville, zone rurale, bâtiments affectés);
- Conditions météorologiques;
- Moment où aurait eu lieu l'emploi;
- Types d'armes biologiques ou à toxines qui auraient été employés;
- Ampleur de l'emploi qui aurait été fait de ces armes;
- Caractéristiques des agents biologiques ou à toxines qui auraient été employés; identification préliminaire;

- Effets sur les êtres humains; nombre estimé de décès; nombre de victimes hospitalisées; signes et symptômes au moment de l'apparition de la maladie; apparition retardée de la maladie;
- Effets sur les animaux : signes et symptômes;
- Effets sur la végétation;
- Types d'échantillons identifiés sur place, y compris toutes munitions qui n'ont pas explosé ou tous fragments de munitions;
- Types d'échantillons analysés; résultats des analyses disponibles;
- demande d'assistance spécifique (médicale et technique) le cas échéant;
- Indications sur les équipements, les installations et l'assistance dont pourrait disposer une équipe d'enquêteurs.

#### *Observations*

5 *bis.* On a formulé les suggestions ci-après en s'inspirant de textes de l'ONU, de procédures relatives à la Convention sur les armes chimiques et de propositions présentées au Groupe spécial. Les Etats parties ne seraient pas tenus de fournir tous ces renseignements pour qu'une enquête puisse être engagée.

#### **B) MESURES VISANT A EVITER LES ABUS**

Des dispositions seraient nécessaires pour éviter le risque que quiconque puisse tirer abusivement parti du régime de vérification en présentant délibérément l'apparition d'une maladie comme le résultat d'un emploi d'armes biologiques tout en sachant qu'il n'en est rien, afin que des procédures internationales d'enquête soient engagées.

On pourrait envisager :

- i) L'obligation de fournir des renseignements suffisants;
- ii) Un mécanisme de filtrage des demandes (sur les plans technique et scientifique);
- iii) Un processus (politique) pour prendre et approuver les décisions;
- iv) Une combinaison des mesures visées aux alinéas ii) et iii).

Il est probable qu'il faudra prévoir l'obligation de déterminer d'urgence s'il faut engager ou non une enquête.

**Observations**

6. En imposant une obligation de présenter des informations suffisantes pour étayer une demande, on devrait contribuer à réduire les risques de demandes téméraires ou abusives. Un organe technique qui serait chargé d'évaluer les éléments de preuve communiqués pourrait aussi être utile pour filtrer les demandes non fondées. Il faudrait examiner la question de la composition d'un tel organe de même que la question des procédures qu'il appliquerait pour prendre ses décisions. Il faut examiner plus avant les procédures d'approbation du lancement d'une enquête. Pour mettre au point un tel système, il faudrait cependant avoir à l'esprit la nécessité d'engager les enquêtes dans les meilleurs délais : si le processus d'examen et d'évaluation était long, les procédures d'enquête pourraient bien perdre leur efficacité.

7. Ainsi qu'on l'a noté plus haut, une enquête ne pourrait avoir lieu qu'après accord de l'Etat inspecté. On peut à priori penser qu'un Etat qui deviendrait partie à tout futur instrument contraignant accepterait les obligations qui y seraient énoncées.

8. Il faudrait des arrangements pour évaluer les résultats de toute enquête de manière à déterminer si la demande avait en fait été abusive et il faudrait s'interroger sur toute mesure qui pourrait être appliquée en pareil cas.

**C) REALISATION DE L'ENQUETE**

Les enquêtes devraient être réalisées par un personnel impartial et qualifié. Tout nouveau corps d'inspection qui pourrait être créé au titre de la Convention sur les armes biologiques pourrait devenir le principal organe responsable de la réalisation d'une enquête.

Il pourrait être utile d'établir et de tenir à jour un registre international indiquant les personnes et centres ayant des compétences spécifiques pertinentes - épidémiologiques ou autres - de manière à pouvoir faire rapidement appel à eux aux fins d'enquêtes sur des allégations d'emploi.

L'équipe d'enquêteurs devrait être en mesure d'exploiter toute la gamme des mesures sur place recensées dans le cadre du processus VEREX, y compris les examens médicaux, pour s'acquitter de sa tâche.

**Observations**

9. Des directives techniques détaillées concernant la conduite des enquêtes sur les allégations d'emplois figurent déjà dans les procédures établies à l'intention du Secrétaire général de l'ONU. Les procédures présentées dans la 11ème partie de l'annexe sur la vérification de la Convention sur les armes chimiques peuvent aussi être pertinentes dans le contexte des armes biologiques :

*i) Accès*

10. L'équipe d'enquêteurs pourrait avoir le droit d'accéder à toutes zones susceptibles d'être affectées par l'emploi qui aurait été fait d'armes biologiques ou à toxines. L'équipe pourrait avoir le droit d'accéder aux hôpitaux, aux camps de réfugiés et aux autres lieux qu'elle jugerait pertinents pour enquêter efficacement sur les allégations d'emploi. Des procédures d'accès réglementé pourraient être nécessaires dans des circonstances spécifiques, mais leur application ne devrait pas empêcher une équipe d'inspection de s'acquitter de son mandat.

*ii) Prélèvement d'échantillons*

11. L'équipe d'enquêteurs pourrait avoir le droit de prélever des échantillons dont le type et la quantité seraient ceux qu'elle estimerait nécessaires. Des échantillons témoins appropriés devraient être prélevés dans les zones avoisinant le lieu où des armes biologiques auraient été employées. Parmi les échantillons qui seraient importants pour une enquête figureraient : les munitions et dispositifs, les fragments de munitions et de dispositifs, les échantillons prélevés dans l'environnement (air, sol, végétation, eau, neige) et les échantillons médicaux prélevés sur des êtres humains ou des animaux. Il faudrait prendre des précautions pour éviter la contamination des échantillons; il faudrait comptabiliser chaque échantillon et lui attribuer un numéro d'identification approprié; il faudrait prendre des précautions pour maintenir les échantillons en bon état pendant le transport. Il serait essentiel d'assurer la garde permanente des échantillons pour préserver l'intégrité du processus de prélèvement et d'analyse d'échantillons.

*iii) Elargissement de la zone d'enquête*

12. Si, au cours d'une enquête, l'équipe juge nécessaire d'étendre celle-ci à un Etat partie voisin, le Secrétaire général de l'ONU ou le Directeur du secrétariat de la Convention, selon qu'il conviendra, pourrait aviser cet Etat qu'il est nécessaire d'avoir accès à son territoire. L'ampleur de cet accès devrait être arrêtée par accord entre les parties intéressées.

*iv) Prolongation de l'inspection*

13. Si l'équipe estime qu'il n'est pas possible de pénétrer sans danger dans une zone particulière intéressant l'enquête, l'Etat partie requérant devrait en être informé immédiatement. Au besoin, la période d'inspection pourrait être prolongée jusqu'à ce qu'un accès sûr puisse être assuré et que l'équipe ait achevé sa mission.

*v) Entretiens*

14. L'équipe d'enquêteurs devrait avoir le droit d'interroger et d'examiner les personnes susceptibles d'avoir été affectées par l'emploi qui aurait été fait d'armes biologiques ou à toxines. Elle devrait aussi avoir le droit d'interroger des témoins oculaires de l'emploi qui aurait été fait de telles armes.

vi) Examens médicaux

15. La réalisation d'examens médicaux serait importante. L'équipe d'inspection pourrait aussi avoir le droit d'interroger des membres du personnel médical et d'autres personnes qui ont pu traiter des individus susceptibles d'avoir été affectés par un tel emploi ou qui ont pu entrer en contact avec eux. L'équipe pourrait avoir accès aux dossiers médicaux, s'ils sont disponibles, et pourrait être autorisée à participer à l'autopsie du corps de personnes susceptibles d'avoir été affectées par l'emploi qui aurait été fait d'armes biologiques ou à toxines.

Les autorités nationales devraient mener leur propre enquête de manière indépendante

Observations

16. Dans le cas en particulier où des armes biologiques ou à toxines auraient été employées sur le territoire de l'Etat partie requérant, il serait logique que les autorités nationales dudit Etat interviennent et elles pourraient mener leur propre enquête. Elles devraient cependant veiller à ce que toute enquête lancée à l'échelle internationale puisse être menée à bien efficacement et à ce que l'appui et l'assistance nécessaires soient fournis à cette fin. Aucune enquête internationale ne devrait entraver une enquête nationale. De manière similaire, aucune enquête nationale ne devrait entraver l'enquête (internationale). Dans ce contexte, l'alinéa 2 de l'article VI de la Convention sur les armes biologiques s'applique : chaque Etat partie est tenu de coopérer à toute enquête sur le respect de la Convention que peut entreprendre le Conseil de sécurité. Il peut appartenir aux autorités nationales de mener une enquête, en ne demandant une assistance internationale que si cela est nécessaire.

D. RAPPORTS ET CONCLUSIONS

Dans son rapport l'équipe d'enquêteurs devrait pleinement rendre compte de son enquête et de ses conclusions quant aux faits.

Observations

17. Il faut prendre des précautions avant de conclure, surtout s'il est possible qu'une maladie endémique soit à l'origine de la situation considérée. Les enquêtes épidémiologiques seraient d'utiles instruments. Trois facteurs seraient particulièrement importants : incidence normale ou épidémique des maladies; paramètres démographiques; achat et emploi de vaccins. Les conclusions devront être élaborées sur la base du rapport de l'équipe d'enquêteurs. Il faudra examiner plus avant la question des modalités à appliquer pour ce faire.

18. Il pourrait être nécessaire de formuler dans le rapport des recommandations sur toute assistance technique ou humanitaire dont aurait besoin l'Etat partie requérant.



19. Au cas où elle obtiendrait lors de son enquête une information quelconque qui pourrait être utile pour déterminer l'origine de toute arme biologique ou à toxines employée, l'équipe devrait l'inclure dans son rapport.

#### **APPARITIONS INHABITUELLES DE MALADIES**

**La responsabilité de l'enquête sur une apparition inhabituelle de maladies incombe au premier chef aux autorités nationales;**

##### **Observations**

20. L'apparition d'une maladie affectant les êtres humains, les animaux ou les plantes est qualifiée d'inhabituelle lorsque la nature de ladite maladie ou les conditions de ladite apparition sont inhabituelles. Pour évaluer toute apparition inhabituelle de maladie ou tout type inhabituel d'apparition et y faire face, il faut aussi tenir compte des conditions existantes sur le plan de la santé et de la situation sanitaire, sociale, économique et climatique.

21. Les apparitions inhabituelles de maladies peuvent être utilement examinées dans le contexte du respect de la Convention sur les armes biologiques. C'est un domaine auquel on pourrait légitimement s'intéresser dans le contexte du renforcement de la confiance dans le respect de cet instrument; il pourrait arriver par exemple qu'une apparition inhabituelle soit due à la réalisation par un Etat d'un essai d'agents biologiques sur le terrain.

22. La responsabilité de l'enquête sur des apparitions inhabituelles de maladies incombe au premier chef aux autorités nationales du pays concerné. Un certain nombre d'organisations internationales, notamment un secrétariat de la Convention sur les armes biologiques qui fonctionnerait dans le contexte de l'article X, pourraient être en mesure de fournir une assistance technique ou humanitaire à la demande de l'Etat partie intéressé.

23. En cas d'apparitions inhabituelles de maladies dont on soupçonnerait qu'elles résultent d'un incident suscitant des préoccupations quant au respect de la Convention, un Etat partie pourrait être autorisé à demander une inspection par mise en demeure. (Les questions pertinentes concernant l'"inspection par mise en demeure" sont présentées dans le document sur les mesures sur place.) On ne se limiterait cependant pas à de tels incidents. Il faut examiner plus avant la question des procédures à appliquer. S'il ressortait d'une enquête menée par l'OMS ou la FAO qu'une apparition inhabituelle n'était pas due à une cause naturelle, une interprétation pourrait être qu'elle est due à un éventuel non-respect de la Convention, mais il ne s'agirait pas nécessairement de la seule cause. Il faudrait, en pareil cas, examiner soigneusement tous les éléments de preuve.

ANNEXE III/4

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE CONFIANCE  
ET DE TRANSPARENCE

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

*Les mesures de confiance et de transparence envisagées seraient volontaires et non obligatoires et pourraient être incluses, le cas échéant, dans un instrument juridiquement contraignant.*

Dépouillement des publications

1. Rassemblement et analyse des informations pertinentes provenant des documents imprimés accessibles au public et des médias, une attention particulière étant accordée aux activités directement liées à la Convention sur les armes biologiques et à son Protocole.
2. Rassemblement des informations
  - 2.1 Les Etats parties et les organisations internationales (OMS, FAO, OIE, ...) sont priés de fournir les informations pertinentes
  - 2.2 L'organisation de la Convention doit recueillir les informations pertinentes provenant des sources accessibles au public (par. 4)
3. Analyse des informations
  - 3.1 Gestion, classement et synthèse des informations
  - 3.2 L'analyse devra être effectuée par du personnel ayant des connaissances spécialisées et faisant appel aux moyens informatiques
  - 3.3 L'étude devra être ciblée (par. 5)
4. Sources d'information
  - 4.1 Publications scientifiques
  - 4.2 Revues scientifiques
  - 4.3 Données statistiques spécifiques
  - 4.4 Bases de données pertinentes de la presse
  - 4.5 Base de données scientifiques
  - 4.6 Actes et rapports des réunions et congrès scientifiques

- 4.7 Informations sur les programmes relatifs aux vaccins, d'autres programmes et les travaux de recherche concernant les organismes pathogènes et les toxines menés dans des conditions de confinement poussé
- 4.8 Informations sur les nouveaux produits commercialement disponibles liés à l'identification rapide des toxines et des pathogènes microbiologiques, y compris les éléments des groupes de risques III et IV de l'OMS
- 5. Informations à recueillir et analyser
  - 5.1 Il faudrait utiliser des identificateurs clefs (critères)
    - 5.1.1 Mêmes critères que pour les déclarations (mesures visant à assurer le respect)
    - 5.1.2 Possibilité de combiner des critères
    - 5.1.3 Autres critères possibles (source d'information liée à des critères)
- 6. Activités à couvrir
  - 6.1 Déclassification de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée en sciences biologiques; politique de publication des travaux de recherche biologique; publications scientifiques (1991, mesure de confiance "C")
  - 6.2 Toutes les activités pertinentes relatives au respect de la Convention (sur la base des critères retenus)
- 7. Modalités
  - 7.1 Les Etats parties et les organisations internationales sont priés de fournir des informations chaque année
  - 7.2 L'organisation doit rassembler et analyser continuellement les informations
  - 7.3 Les informations doivent être fournies
    - 7.3.1 dans l'une des langues officielles de l'ONU
    - 7.3.2 avec un bref résumé des publications
    - 7.3.3 de préférence sur support informatique (disquette)
  - 7.4 Les Etats parties peuvent accéder aux informations rassemblées.

ANNEXE III/5

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE CONFIANCE  
ET DE TRANSPARENCE

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

*Les mesures de confiance et de transparence envisagées seraient volontaires et non obligatoires et pourraient être incluses le cas échéant dans un instrument juridiquement contraignant.*

Dépouillement des textes législatifs

1. Rassemblement et analyse d'informations concernant les textes législatifs qui ont un rapport direct avec la Convention et son Protocole. (L'existence ou l'absence de textes législatifs pertinents ne témoigne pas nécessairement du respect ou du non-respect de la Convention.)
2. Rassemblement des textes
  - 2.1 Les Etats parties sont priés de fournir les informations pertinentes
  - 2.2 L'organisation de la Convention doit rassembler selon qu'il convient les informations pertinentes
3. Analyse
  - 3.1 Gestion, classement et synthèse des informations
  - 3.2 L'analyse doit être réalisée par un personnel ayant des connaissances spécifiques et faisant appel aux moyens informatiques
  - 3.3 L'analyse devra être ciblée
4. Sources d'information
  - 4.1 Textes législatifs ayant un rapport direct avec la Convention et son Protocole
    - 4.1.1 Textes législatifs habilitants eu égard à la Convention et à son Protocole
  - 4.2 Règlements touchant les activités/installations/programmes/agents visés par la Convention et son Protocole
  - 4.3 Autres mesures concernant les activités/installations/programmes/agents visés par la Convention et son protocole
  - 4.4 Bases de données statistiques pertinentes dans les domaines législatifs et réglementaires

5. Informations à rassembler et analyser

5.1 En dehors des textes législatifs ayant un rapport direct avec la Convention et le Protocole (législation habilitante), il faudrait utiliser des identificateurs clés (critères)

5.1.1 Mêmes critères que pour les déclarations (mesures visant à assurer le respect)

5.1.2 Possibilité de combiner des critères

5.1.3 Autres critères possibles

6. Activités à couvrir

6.1 Mise au point, fabrication, stockage, acquisition ou conservation d'agents microbiologiques ou autres agents biologiques ainsi que des toxines, des armes, de l'équipement et des vecteurs visés à l'article premier; exportation de micro-organismes et de toxines; importation de micro-organismes et de toxines (1991, mesure de confiance "E")

6.2 Toutes les activités visées par la Convention et le Protocole et les activités liées aux critères retenus

7. Modalités

7.1 Les Etats parties sont priés de fournir des informations de base

7.2 Les Etats parties sont priés de fournir chaque année des informations sur les changements intervenus

7.3 L'organisation doit rassembler et analyser en permanence les informations

7.4 Informations à fournir

7.4.1 Copies des textes législatifs dans les langues originales avec si possible une traduction non officielle dans l'une des langues officielles de l'ONU

7.4.2 Un bref résumé dans l'une des langues officielles de l'ONU

7.4.3 De préférence sur support informatique (disquette)

7.5 On peut utiliser les informations pour présenter, le cas échéant, une législation "type"

7.6 Les Etats parties peuvent accéder aux informations

ANNEXE III/6

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE CONFIANCE  
ET DE TRANSPARENCE

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

*Les mesures de confiance et de transparence envisagées seraient volontaires et non obligatoires et pourraient être incluses, le cas échéant, dans un instrument juridiquement contraignant.*

*Ces mesures étant envisagées comme devant être obligatoires dans le cadre des discussions du collaborateur du Président sur les mesures visant à assurer le respect de la Convention, il faudrait l'étudier plus avant à la lumière des résultats desdites discussions.*

Données sur les transferts et les demandes de transfert  
ainsi que sur la fabrication

1. Collecte et analyse de données nationales sur les exportations et les importations (exemple : statistiques sur la production établies par l'industrie ou par les organes de l'Etat, données tirées des registres de collections de cultures et autres renseignements pertinents qui vont au-delà de ce que prévoient les prescriptions imposées pour les déclarations et que les Etats parties doivent fournir spontanément).

2. Collecte

2.1 Les Etats parties sont priés de fournir les renseignements pertinents

2.2 L'organisation de la Convention doit recueillir les données pertinentes provenant des sources accessibles au public

2.3 Il faut prendre en compte les préoccupations en matière de confidentialité

3. Analyse

3.1 Gestion, classement et synthèse des informations

3.2 Analyse devant être effectuée par un personnel ayant des connaissances spécialisées et recourant aux moyens informatiques

3.3 L'analyse devra être ciblée

4. Sources d'informations

4.1 Publications portant sur les échanges commerciaux

4.2 Données statistiques spécifiques

4.3 Règlements et autres mesures (y compris le contrôle)

5. Information à rassembler et à analyser

5.1. Il faudrait utiliser des identificateurs clés (critères)

5.1.1 mêmes critères que pour les déclarations sur les transferts et la fabrication

5.2.2 autres critères possibles (par exemple pour la collecte de données visée au paragraphe 2.2)

5.2 Renseignements sur

5.2.1 les fournisseurs et les acquéreurs

5.2.2 les agents

5.2.3 les équipements

6. Modalités

6.1 Les Etats parties sont priés de fournir des renseignements chaque année (la collecte de données nationales pourrait nécessiter l'adoption d'une réglementation nationale pertinente)

6.2 L'organisation doit rassembler et analyser les informations en permanence

6.3 Les informations doivent être fournies

6.3.1 dans l'une des langues officielles de l'ONU

6.3.2 selon la présentation convenue

6.3.3 de préférence sur support informatique (disquette)

ANNEXE III/7

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE CONFIANCE  
ET DE TRANSPARENCE

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou sur son contenu.*

*Les mesures de confiance et de transparence envisagées seraient volontaires et non obligatoires et pourraient être incluses, le cas échéant, dans un instrument juridiquement contraignant.*

Echange multilatéral d'informations

1. Echange d'informations sur les questions concernant les matières et les activités susceptibles de se rapporter à la Convention et au Protocole, conformément à ces instruments.
2. Echange d'informations
  - 2.1 Entre Etats parties (avec l'aide de l'organisation de la Convention)
  - 2.2 Entre l'organisation et les organisations internationales
  - 2.3 L'organisation doit rassembler des informations provenant d'organisations et de programmes et initiatives non gouvernementaux
3. Domaines qui pourraient être couverts
  - 3.1 Surveillance des apparitions de maladies
    - 3.1.1 Notification des apparitions de maladies
    - 3.1.2 Notification des apparitions inhabituelles de maladies
  - 3.2 Information sur la fabrication de produits pharmaceutiques et de vaccins et sur les bonnes pratiques de fabrication
  - 3.3 Application des techniques informatiques aux consultations et à la formation
    - 3.3.1 Transfert et échange d'informations concernant les programmes de recherche en sciences biologiques
    - 3.3.2 Participation "virtuelle" à des conférences et consultations scientifiques dans les domaines pertinents
    - 3.3.3 Consultations pour arrêter les normes et obligations de notification au titre des mesures de confiance



3.3.4 Capacités et procédures en matière de sécurité biologique

3.4 Informations touchant les obligations au titre de la Convention et pouvant par exemple concerner la fabrication, la mise au point et le stockage d'agents pathogènes et de toxines à des fins hostiles ou leurs vecteurs

4. Formes possibles d'échanges d'informations

4.1 Entre les Etats parties (l'organisation "centralise" les informations)

4.1.1 Création d'un réseau, selon qu'il conviendra, pour signaler les apparitions inhabituelles de maladies (moyennant un accès protégé à une page World Wide Web)

4.1.2 Connectivité/réseau World Wide Web et vidéoconférence pour faciliter l'échange d'informations (vaccins, bonnes pratiques de fabrication, etc.), les consultations et la formation

4.2 Entre l'organisation et les organisations internationales

4.2.1 Echange d'informations avec l'OMS, la FAO et l'OIE sur les apparitions de maladies pertinentes

4.3 Entre l'organisation et les organisations et les programmes et initiatives non gouvernementaux

4.3.1 Echange d'informations avec PROMED et le réseau d'échange de données épidémiologiques (REDE) sur les apparitions de maladies pertinentes

ANNEXE III/8

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE CONFIANCE  
ET DE TRANSPARENCE

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

*Les mesures de confiance et de transparence envisagées seraient volontaires et non obligatoires et pourraient être intégrées, le cas échéant, dans un instrument juridiquement contraignant.*

Echange de visites (hors site)

1. Visites d'experts organisées à des fins scientifiques par un Etat partie dans des installations comparables (pouvant avoir un rapport avec la Convention et le Protocole) d'un autre Etat partie
2. Visites
  - 2.1 Les visites seraient effectuées au titre d'accords bilatéraux et/ou multilatéraux
  - 2.2 Sur une base volontaire et/ou sur la base de la réciprocité
  - 2.3 Les visites devraient être effectuées conformément aux dispositions de la Convention et du Protocole
3. Experts ayant des compétences dans des domaines intéressant la Convention et le Protocole et notamment les suivants :
  - 3.1 Administration des activités scientifiques et questions connexes
  - 3.2 Agriculture
  - 3.3 Bactériologie
  - 3.4 Biochimie
  - 3.5 Défense biologique
  - 3.6 Sécurité biologique
  - 3.7 Biotechnologie
  - 3.8 Techniques de fermentation, équipement, bâtiments, etc.
  - 3.9 Entomologie
  - 3.10 Epidémiologie

3.11 Immunologie

3.12 Médecine

3.13 Sciences pharmaceutiques (antibiotiques et autres substances éthiotropes)

3.14 Contrôle de qualité

3.15 Toxicologie

3.16 Sciences vétérinaires

3.17 Virologie

4. Portée

4.1 Echanges bilatéraux/multilatéraux dans divers domaines d'activité où plusieurs pays ont des intérêts communs

4.2 Echanges scientifiques bilatéraux/multilatéraux à long terme couvrant les domaines pouvant avoir un rapport avec la Convention et le Protocole (installations non visées par les déclarations).

5. Modalités

5.1 Pourraient faire l'objet d'accords bilatéraux et/ou multilatéraux

5.2 Pour le choix et/ou la nomination d'experts, une aide peut être demandée à des institutions spécialisées des Nations Unies (OMS, FAO, OIE, PNUD, etc.)

5.3 Définies par accord mutuel quant aux points suivants :

5.3.1 Domaines visés

5.3.2 Choix du personnel

5.3.3 Durée des échanges scientifiques

5.3.4 Coûts

ANNEXE III/9

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LES MESURES DE CONFIANCE  
ET DE TRANSPARENCE

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

*Les mesures de confiance et de transparence envisagées seraient facultatives et pourraient être intégrées, le cas échéant, dans un instrument juridiquement contraignant.*

Echange de visites - arrangements internationaux

1. Visites d'experts organisées à des fins scientifiques par un Etat partie dans des installations comparables (pouvant avoir un rapport avec la Convention et le Protocole) d'un autre Etat partie.
2. Visites
  - 2.1 Les visites seraient effectuées au titre d'accords bilatéraux et/ou multilatéraux
  - 2.2 Sur une base volontaire et/ou sur la base de la réciprocité
  - 2.3 Les visites devraient être effectuées conformément aux dispositions de la Convention et du Protocole
3. Experts ayant des compétences dans des domaines intéressant la Convention et le Protocole et notamment les suivants :
  - 3.1 Administration des activités scientifiques et questions connexes
  - 3.2 Agriculture
  - 3.3 Bactériologie
  - 3.4 Biochimie
  - 3.5 Défense biologique
  - 3.6 Sécurité biologique
  - 3.7 Biotechnologie
  - 3.8 Techniques de fermentation, équipement, bâtiments, etc.
  - 3.9 Entomologie
  - 3.10 Epidémiologie

3.11 Immunologie

3.12 Médecine

3.13 Sciences pharmaceutiques (antibiotiques et autres substances éthiotropes)

3.14 Contrôle de qualité

3.15 Toxicologie

3.16 Sciences vétérinaires

3.17 Virologie

#### 4. Portée

4.1 Echanges scientifiques bilatéraux/multilatéraux à long terme dans divers domaines d'activité où plusieurs pays ont des intérêts communs

4.2 Echanges scientifiques bilatéraux/multilatéraux à long terme couvrant tous les domaines directement liés à la Convention et au Protocole.

4.3 Echanges scientifiques bilatéraux/multilatéraux à long terme couvrant tous les domaines pouvant avoir un rapport avec la Convention et le Protocole (non limités aux installations déclarées)

#### 5. Modalités

5.1 Pourraient faire l'objet d'accords bilatéraux et/ou multilatéraux

5.2 Pour le choix et/ou la nomination d'experts, une aide peut être demandée à des institutions spécialisées des Nations Unies (OMS, FAO, OIE, PNUD, etc.)

5.3 Définies par accord mutuel quant aux points suivants :

5.3.1 Domaines visés;

5.3.2 Choix du personnel

5.3.3 Durée des échanges scientifiques

5.3.4 Coûts

ANNEXE III/10

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LA DEFINITION DES TERMES  
ET DE CRITERES OBJECTIFS

*Ce mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

Critères applicables aux zoopathogènes

*Les critères suivants ont été examinés par le Groupe et peuvent être utilisés en combinaison pour le choix des zoopathogènes à inclure dans une liste de toxines et d'agents bactériologiques (biologiques).*

1. Agents connus pour avoir été mis au point, produits ou utilisés comme armes
2. Agents qui, directement ou indirectement, pourraient avoir des effets importants sur le plan socio-économique et/ou sur le plan de la santé humaine
3. Taux élevés de morbidité et de mortalité
4. Courte période d'incubation
5. Vaste gamme d'hôtes possibles
6. Transmission par les voies respiratoires
7. Pas de prophylaxie ou de traitement disponible
8. Dose d'infection faible
9. Stabilité dans l'environnement
10. Facilité de production
11. Niveau élevé de contagiosité

---

Définition de quelques termes :

**morbidité** : rapport entre le nombre d'animaux malades et le nombre d'animaux en bonne santé;

**contagiosité** : capacité d'être communicable;

**mortalité** : rapport entre le nombre d'animaux morts et le nombre d'animaux malades.

ANNEXE III/11

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LA DEFINITION DES TERMES  
ET DE CRITERES OBJECTIFS

*Ce mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

Critères applicables aux phytopathogènes

*Les critères suivants ont été examinés par le Groupe et peuvent être utilisés en combinaison pour le choix des phytopathogènes à inclure dans une liste de toxines et d'agents bactériologiques (biologiques).*

Toxines et agents pathogènes pour l'homme

1. Agents connus pour avoir été mis au point, produits ou utilisés comme armes
2. Agents qui, directement ou indirectement, ont des effets importants sur le plan socio-économique et/ou sur le plan de la santé humaine
3. Facilité de dissémination (vent, insectes, eau, etc.)
4. Courte période d'incubation
5. Agents sans hôte spécifique
6. Facilité de production
7. Agents causant des dégâts considérables aux produits agricoles
8. Difficulté de détection du fait d'une longue période d'incubation sans symptômes
9. Infectivité et/ou toxicités élevées
10. Stabilité dans l'environnement (pendant l'hivernage, hôte secondaire)
11. Pas de traitement disponible
12. Dose d'infection faible

ANNEXE III/12

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

*Le Groupe a examiné la liste ci-après des toxines et agents pathogènes pour l'homme afin d'élaborer une ou plusieurs listes de toxines et agents bactériologiques (biologiques) - selon qu'il conviendra - auxquels s'appliqueraient des mesures spécifiques visant à renforcer la Convention.*

AGENTS PATHOGENES POUR L'HOMME

Virus

1. Virus de la fièvre hémorragique de Crimée et du Congo
2. Virus de Chikungunya
3. Virus de l'encéphalite orientale
4. Virus d'Ebola
5. Hantavirus
6. Virus de l'encéphalite japonaise
7. Virus de Junin
8. Virus de la fièvre de Lassa
9. Virus de Machupo
10. Virus de Marburg
11. Virus de la vallée du Rift
12. Virus de l'encéphalite à tique (Virus de l'encéphalite verno-estivale russe)
13. Virus de la variole
14. Virus de l'encéphalite du Venezuela
15. Virus de l'encéphalite occidentale
16. Virus de la fièvre jaune

Bactéries

1. Bacillus anthracis
2. Brucella spp
3. Chlamydia psittaci
4. Clostridium botulinum
5. Francisella tularensis (tularemia)
6. Pseudomonas (Burkholderia) mallei
7. Pseudomonas (Burkholderia) pseudomallei
8. Yersinia pestis

Rickettsies

1. Coxiella burnetti
2. Rickettsia prowazekii
3. Rickettsia rickettsii



### Champignons

1. *Histoplasma capsulatum* (y compris var. *duboisii*)

### Toxines

1. Abrine (*A. precatorius*)
2. Toxines de botulinum (*Clostridium botulinum*)
3. *Clostridium perfringens* (tox)
4. *Corynebacterium diphtheriae* (tox)
5. Cyanginosines (Microcystines) (*Microcystis aeruginosa*)
6. Entérotoxines (*Staphylococcus aureus*)
7. Neurotoxine (*Shigella dysenteriae*)
8. Ricine (*Ricinus communis*)
9. Saxitoxine (*Gonyaulax catanella*)
10. Toxine de Shiga
11. Toxine du tétanos (*Clostridium tetani*)
12. Tétrodotoxine (*Spheroïdes rufripes*)
13. Mycotoxines trichothécéniques
14. Verrucologène (*Myrothecium verrucaria*)

ANNEXE III/13

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LA DEFINITION DES TERMES  
ET DE CRITERES OBJECTIFS

Aperçu des vues exprimées à propos des définitions  
et des quantités seuils

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

Définition

Il y a eu accord général quant au fait qu'il fallait définir certains termes ou expressions, en particulier des termes techniques employés à propos de mesures spécifiques. Il a été proposé dans le cadre du Groupe de définir les expressions ou termes ci-après :

1. Modifications ou manipulations génétiques
2. Défense biologique
3. Programme médical militaire
4. Programme national de défense biologique
5. Installation de diagnostic
6. Programme de défense biologique ayant indirectement un caractère militaire
7. BL3

Quantités seuils

On s'est interrogé sur la possibilité d'appliquer des quantités seuils d'agents et de toxines, le cas échéant, dans le cadre des mesures spécifiques visant à renforcer la Convention.

ANNEXE III/14

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR LA DEFINITION DES TERMES  
ET DE CRITERES OBJECTIFS

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

Aperçu des vues exprimées sur une liste d'équipements et  
sur les types d'activité

Equipements

Certains documents de travail et des vues ont été présentés sur la question des équipements. Quelques types d'équipements, tels que les chambres d'essai d'aérosols et les équipements pour essais d'aérosols à l'air libre, ont été expressément mentionnés par certaines délégations comme des éléments dont la présence pourrait entraîner une obligation de déclaration. Le Groupe pourrait avoir besoin de détails complémentaires pour préciser ces éléments. En outre, on a mentionné certaines catégories d'équipements clefs qu'il fallait signaler dans une déclaration d'installation. La question serait examinée plus avant lors de la prochaine session du Groupe, en même temps que des propositions formulées précédemment.

Types d'activités

Le Groupe a examiné un document (WP.43/Rev.1 - anglais seulement) \*/ qui était présenté par le collaborateur du Président et qui concernait divers types d'activités. Comme cette question était liée à celle de la déclaration, on a décidé que ce "non-document" servirait de document de base sur lequel le collaborateur du Président sur les mesures de respect se pencherait et qui pourrait ultérieurement être examiné plus avant par le collaborateur du Président sur les critères objectifs.

---

\*/ La version révisée est jointe ci-après en tant qu'appendice 1 de l'annexe III.

ANNEXE III/14/Appendice 1

DOCUMENT D'ORIENTATION DU COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR  
LA DEFINITION DES TERMES ET DE CRITERES OBJECTIFS

*Le présent mémoire servirait de document de base qui serait examiné par le collaborateur du Président sur les mesures de respect et pourrait être ultérieurement examiné plus avant par le collaborateur du Président sur les critères objectifs.*

*Ce mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

Types d'activités

Il faudrait prendre en compte les activités suivantes (et peut-être aussi d'autres activités restant à identifier) pour élaborer les prescriptions concernant les déclarations et les notifications qui y seraient associées.

A. Activités de production

- Vaccins et sérums thérapeutiques (humains et animaux)
- Réactifs pour le diagnostic et nécessaire de diagnostic
- Produits pharmaceutiques biologiques
- Produits génétiquement modifiés
- Industrie alimentaire

B. Activités diagnostiques

- Laboratoires de diagnostic médical
- Laboratoires de diagnostic vétérinaire
- Laboratoires de diagnostic des maladies des plantes

C. Activités de recherche

- Laboratoire de recherche en microbiologie
- Etablissement de recherche médicale
- Programme de défense biologique
- Programme de recherche vétérinaire
- Programme de recherche sur la phytopathologie
- Collection de cultures

D. Activités de formation et d'éducation

- Ecole de médecine
- Ecole vétérinaire
- Ecole d'agriculture
- Ecole de biotechnologie et de biologie moléculaire

ANNEXE III/15

COLLABORATEUR DU PRESIDENT SUR L'ARTICLE X

*Le présent mémoire ne préjuge pas des positions des délégations sur les questions examinées par le Groupe spécial et il n'y a pas nécessairement accord sur sa portée ou son contenu.*

NOTES COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LES ELEMENTS  
D'UN DEBAT STRUCTURE SUR L'ARTICLE X

Le présent mémoire ne vise pas à remplacer, modifier ou améliorer le document de travail (BWC/AD HOC GROUP/28) soumis par le collaborateur du Président sur l'article X lors de la session de juillet. Il s'agit plutôt de rendre compte des débats qui ont eu lieu et d'anticiper les difficultés qui pourraient survenir ainsi que les éléments spécifiques nécessitant une analyse plus approfondie. On suggère des modalités et des procédures à appliquer pour traiter certains de ces éléments du fait de leur complexité ou de leur chevauchement avec des questions examinées dans d'autres instances ou dans d'autres groupes de travail du Groupe spécial.

On a jusqu'ici mis l'accent sur les termes du mandat (mesures précises visant à assurer l'application pleine et effective de l'article X). De nombreuses délégations ont souligné la nécessité de concentrer l'attention sur une gamme plus précise d'activités et sur des "domaines ayant un rapport direct avec la Convention". On a qualifié l'article X d'élément essentiel pour l'équilibre général de la Convention, avec deux objectifs qui se renforcent mutuellement et qui sont d'éliminer les armes biologiques et de faciliter l'échange le plus large possible de technologies biologiques à des fins pacifiques.

On a indiqué qu'il fallait examiner plus avant la section IV (Portée et contenu des échanges scientifiques et techniques possibles) afin de prévoir l'application de certaines mesures qui y sont décrites. Le document du collaborateur du Président mentionnait notamment les mesures suivantes :

1. Transfert et échange d'informations concernant des programmes de recherches dans les biosciences.
2. Promotion active des contacts professionnels entre scientifiques et personnels techniques, sur une base de réciprocité, dans les domaines pertinents.
3. Encouragement de la publication dans des revues scientifiques généralement disponibles dans les Etats parties des résultats de recherches biologiques qui ont un rapport direct avec la Convention, et promotion de l'utilisation à des fins autorisées des connaissances acquises par ces recherches.
4. Niveau accru de coopération et d'assistance techniques.

On a examiné aussi les suggestions formulées au paragraphe 5 (Coopération accrue en matière de santé publique et de contrôle des maladies sur le plan international) de la section IV ainsi que le paragraphe 5 de la section VI (Mettre en place un réseau d'échanges de données épidémiologiques (REDE)). Les aspects qui y sont abordés touchent un volume important d'activités multilatérales en cours sur lesquelles la délégation du Royaume-Uni a mis l'accent dans son document (WP.7) et que le collaborateur du Président a décrites dans une note d'information (WP.23). Si l'on veut renforcer la Convention en intensifiant la coopération multilatérale, il conviendrait peut-être que la prochaine conférence d'examen aborde de manière assez détaillée les questions en suspens. La conférence d'examen voudra peut-être tenir compte des propositions formulées par des organisations non gouvernementales et décrites dans le document WP.23.

Des éléments spécifiques mentionnés aux paragraphes IV.5 et VI.5 relèvent de la compétence de plusieurs organisations internationales (OMS, OIE et FAO), mais c'est l'Organisation mondiale de la santé qui joue le principal rôle dans l'application de son Règlement sanitaire international. Le Groupe spécial d'experts scientifiques et techniques réuni en 1987 au titre de la Convention a recommandé que les Etats parties utilisent pleinement les systèmes de notification existants dans le cadre de l'OMS et appliquent la classification présentée dans le Manuel de sécurité biologique en laboratoire de l'OMS. La troisième Conférence d'examen de la Convention a approuvé ces recommandations.

Du fait qu'il existe un système de double notification des maladies et des apparitions de maladies dues à des toxines visées par la Convention et que l'OMS (conjointement avec l'OIE et la FAO) reçoit un plus grand volume d'informations et possède les compétences techniques requises pour traiter correctement ces informations, il peut être justifié d'établir un bureau qui traiterait les déclarations présentées au titre de la Convention ou de traiter dans un bureau spécial de l'OMS, d'une manière conforme à la Convention, les déclarations qui doivent déjà être présentées à cette organisation. Cette proposition pourrait être examinée par la prochaine Assemblée mondiale de la santé ou lors d'une réunion commune Etats parties à la Convention/OMS. Il convient cependant, si l'on envisage de prendre une décision pour éviter les doubles notifications, de tenir dûment compte du fait que l'obligation de notifier les apparitions de maladies infectieuses au titre de la Convention relève actuellement d'une mesure de confiance et pourrait aussi être retenue comme mesure de vérification du respect de la Convention.

Il faut faire preuve de la même prudence pour recenser les autres besoins relatifs à la coopération en matière de santé publique, pour élaborer les méthodes et procédures épidémiologiques et pour aborder la question d'un programme de vaccination international. On décrit dans la note d'information WP.23 les diverses propositions formulées par des organisations non gouvernementales. La troisième Conférence d'examen de la Convention comme l'OMS ont généralement appuyé certaines de ces initiatives. C'est à la quatrième Conférence d'examen qu'il appartient de prendre une décision ferme, mais les options mentionnées plus haut (Assemblée mondiale de la santé et réunion commune convention/OMS) méritent d'être examinées.

Les perspectives sont différentes en ce qui concerne le concept de centre d'échange d'informations aux fins de l'article X. Il convient d'examiner les aspects suivants :

- L'intérêt des banques de données et notamment de moyens existants tels que le Global Bioinformatics Network (du Réseau d'information et service consultatif international en matière de sécurité biotechnologique) et le réseau spécialisé du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (ICGEBNET du GIGGB); le Centre d'échange d'informations de la Convention sur la biodiversité, qui en est à la phase pilote en 1996-1997; les renseignements qui pourraient être fournis par le système d'institutions affiliées à l'Université des Nations Unies (UNU) y compris son programme pour la biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNU/BIOLAC).
- De nouveaux projets tels que le réseau d'échange de données épidémiologiques (REDE), et une éventuelle banque de données pour la Convention dans le cadre de l'ONU ou du CIGGB, fournissant des informations sur les procédures de sécurité en laboratoire, les normes relatives aux produits biologiques, le confinement biologique, les technologies nouvelles ou naissantes et d'autres services (proposition de l'atelier Pugwash) doivent être examinés de plus près et doivent faire l'objet d'un traitement différencié. Le projet REDE devrait être examiné en même temps que les points visés au paragraphe 5 de la section IV; la question de la banque de données proposée Convention/CIGGB est liée à la question plus complexe des modalités de coopération entre les Etats parties à la Convention et le CIGGB et, plus fondamentalement, à la question d'une organisation de la Convention.

Les Etats-Unis (BWC/AD HOC GROUP/WP.25) ont recommandé que les Etats parties établissent une connectivité INTERNET et ont indiqué que de nombreuses ressources utiles dans l'optique de la Convention étaient déjà disponibles et étaient généralement gratuites ou d'un coût d'accès minime, en sus des services INTERNET standard du courrier électronique, du transfert de fichiers et des applications de recherche d'informations. Ils ont souligné le rôle important d'une connectivité fiable pour renforcer la Convention et se sont déclarés prêts à établir des descriptions plus détaillées des aspects techniques et des coûts de sites de télécommunication particuliers et de leur connectivité. Ils ont évoqué dans leur document des banques de données telles que GENE BANK, MEDLINE, la banque de données sur les protéines du Ministère de l'énergie des Etats-Unis, les pages WWW (World Wide Web) de ProMed, OUTBREAK et MEDSCAPE, la base de données tenue par la Federation of American Scientists, les pages Web de l'OMS et du SIPRI, de nombreuses revues, Newsgroup et des groupes de discussion.

Il a été décidé que des experts des organisations les plus pertinentes seraient invités à présenter leurs activités en cours afin que l'on puisse évaluer le réseau existant de coopération multilatérale et son intérêt éventuel eu égard à l'article X de la Convention. Outre les organisations déjà mentionnées, des centres privés et leurs institutions affiliées pourraient utilement donner un aperçu de leurs travaux (Réseau international des Instituts Pasteur par exemple).

Nombre de ces initiatives touchent la question plus fondamentale du type de cadre institutionnel (section V : Arrangements institutionnels possibles) envisagé pour faciliter la réalisation des objectifs de l'article X et la fourniture du type d'assistance financière nécessaire pour établir un mécanisme approprié, tel qu'on le prévoit dans la section VII (Arrangements financiers), ou un autre mécanisme adéquat. Un examen des programmes en cours et des installations existantes donne à penser qu'en profitant des capacités pertinentes, une petite organisation de la Convention peut atteindre un bon rapport coût-efficacité, mais il semble y avoir consensus sur le fait que toutes ces questions devraient être examinées par le Groupe spécial qui se réunirait au complet pour prendre une décision.

En ce qui concerne les exemples de domaines scientifiques considérés comme prometteurs (section VIII), certains doutes ont été exprimés quant à leur rapport avec un traité de désarmement tel que la Convention. Des études détaillées des programmes de coopération élaborés par les Etats-Unis, le Japon, les Pays-Bas et la France et les informations concernant les activités menées par la République tchèque dans le domaine de la biotechnologie montrent comment certains pays s'acquittent de leurs engagements au titre de l'article X. En outre, l'avis a été exprimé que ces importants flux de coopération devaient être canalisés de façon plus structurée de manière à passer par des voies plus accessibles et à améliorer le respect de l'article X.

Cette suggestion nous conduit au type de recommandations formulées par les conférences d'examen, reflétées à la section IX (Etablissement de rapports, procédures administratives et procédures d'examen) et mentionnées comme relevant du même contexte général que les sections V et VII et dont le Groupe spécial dans son ensemble devrait donc être saisi. Cependant, il faut pour traiter la question de la présentation de rapports et de l'examen des progrès réalisés en application de l'article X examiner de manière indépendante les formes et caractéristiques particulières que doit avoir ce type d'opération.

Il n'y a pas eu de discussion quant au fond sur les questions pouvant toucher les relations entre l'article X et d'autres articles de la Convention. Dans deux documents (WP.4 et WP.5), Cuba a tenté de définir les droits et obligations des Etats au titre de l'article X dans des domaines touchant la délicate question de la relation entre l'article X et l'article III; on a souligné la nécessité de donner une importance égale aux besoins de promotion de la coopération et aux besoins de réglementation et on a demandé l'établissement d'un document du collaborateur du Président qui porterait sur les problèmes découlant des contrôles des exportations et sur les solutions qu'on pourrait y apporter. Le document WP.5 susmentionné concerne aussi les moyens de renforcer les promesses d'assistance aux parties menacées par l'emploi d'armes biologiques ou victimes d'un tel emploi, y compris le recours à un fonds de contributions volontaires ou à un accord ad hoc avec le Secrétaire général de l'ONU, et la mise en place de dispositifs minimaux pour fournir une assistance d'urgence à un Etat partie conformément à l'article VII de la Convention.



On a estimé qu'il fallait examiner plus avant la section XII (Rôle de l'article X dans le cadre d'un régime d'assurance du respect) afin d'assurer l'application de certaines des mesures qui y sont décrites. Dans le document WP.24, le Brésil a appuyé l'argument selon lequel les mesures de coopération visées à l'article X aideraient aussi les Etats parties à se faire une idée plus claire des activités biologiques pertinentes menées dans chaque Etat partie et a souligné l'importance des visites de validation ou d'information et les avantages qu'on pouvait en tirer pour réaliser les objectifs de la Convention.

Cette brève présentation des positions exprimées et des indications données sur les questions relatives à l'article X fait ressortir la nécessité d'examiner plus avant certains domaines critiques; elle apporte une note de prudence et une dose de réalisme quant aux possibilités de discussion qu'ouvre le document WP.28; on y propose d'appliquer certains critères pour la détermination des priorités, de concentrer les efforts sur les domaines fondamentaux touchant la Convention et d'appliquer une méthode de travail plus sélective.

-----